Nations Unies A/56/428/Add.1

Assemblée générale

Distr. générale
26 octobre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session
Point 88 de l'ordre du jour
Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés

Note du Secrétaire général

Additif

On trouvera dans le présent document un résumé des articles et des informations reçus entre mai et août 2001. Le texte des articles ou informations qui ont un caractère urgent est envoyé dès réception aux membres du Comité.

Le présent document a été établi à partir d'articles parus dans *Ha'aretz* (quotidien en hébreu); *Jerusalem Post* (quotidien en anglais). Il y est fait état également de toutes autres informations pertinentes publiées par d'autres journaux. La terminologie employée est, pour l'essentiel, conforme à celle des articles originaux analysés.

01-60387 (F) 021101 021101

Table des matières

		Paragraphes	*Page*
I.	Conditions restrictives imposées aux Palestiniens vivant à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est	1–100	3
	A. Restrictions relatives aux terres et au logement	1–11	3
	1. Terres	1–3	3
	2. Logement	4–11	4
	B. Restrictions concernant les déplacements des Palestiniens à l'intérieur des territoires occupés et d'un territoire à l'autre, y compris les formalités d'entrée et de sortie	12–33	6
	1. Cartes d'identité et permis de voyager	12–14	6
	2. Bouclages	15–21	7
	3. Postes de contrôle	22–23	10
	4. Colonies de peuplement	24–33	11
	C. Aspects de l'administration de la justice	34–100	14
	1. Méthodes utilisées lors des interrogatoires	34–35	14
	2. Internement administratif et conditions de détention	36	14
	3. Incarcération et conditions d'incarcération	37	15
	4. Question de l'utilisation de la force	38–99	15
	5. Projet de loi exonérant les personnes de l'obligation de réparation	100	34
II.	Situation des droits de l'homme dans le Golan syrien occupé	101	35
III.	Autres	102-109	35

I. Conditions restrictives imposées aux Palestiniens vivant à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est

A. Restrictions relatives aux terres et au logement

1. Terres

1. Le 14 août, il a été signalé que les Forces de défense israéliennes (FDI) étaient sur le point de déclencher une opération terrestre sur Beit Jala, ville contrôlée par l'Autorité palestinienne, mais qu'elles en avaient été empêchées par le Cabinet après que la Maison Blanche eut qualifié de « provocation » une opération identique menée la veille en tout début de matinée à Djénine, en Cisjordanie. Au cours de cette opération, des chars israéliens étaient entrés dans la ville et avaient notamment pris position au centre-ville, et des bulldozers avaient démoli un commissariat de police. Cette opération, qui avait duré quatre heures, constituait une incursion de 2 kilomètres en territoire palestinien. Les militaires n'avaient pas ouvert le feu et étaient restés à l'intérieur des chars, mais ils avaient été pris pour cible par des tireurs palestiniens. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 15 août)

2. Le 28 août, Beit Jala, ville palestinienne à majorité chrétienne située au sud de Jérusalem, s'est retrouvée pratiquement vidée de ses habitants la veille au soir, après que les FDI eurent investi le nord-est de la ville, qui fait face à la colonie de Gilo. La plupart des habitants se sont rendus chez des proches, dans d'autres villes de Cisjordanie (principalement à Bethléem) et des sources proches des forces de sécurité israéliennes ont fait état d'un « afflux » des forces palestiniennes vers la ville, laissant entendre la possibilité d'une intensification des combats. Selon certaines informations, des militaires des FDI et des bulldozers avaient pénétré dans le camp de réfugiés d'Aïda, qui jouxte Beit Jala. Dans le même temps, deux alliés traditionnels d'Israël – les États-Unis et le Royaume-Uni – ont demandé à Israël de se retirer de la ville. À Washington, Richard Boucher, porte-parole du Département d'État, a appelé Israël à retirer ses forces de Beit Jala. « Les Israéliens doivent comprendre que des incursions de ce type ne résoudront pas les problèmes de sécurité. Elles ne font qu'aggraver la situation », a-t-il déclaré lors d'un point de presse. À Beit Jala même, tandis que des militaires s'accroupissaient dans des véhicules blindés et sur les toits des maisons palestiniennes, les membres des forces de sécurité palestiniennes se cachaient à un ou deux pâtés de maisons de là, dans la rue Vierge Marie. Les FDI ont également investi une église luthérienne, dont un des bâtiments abrite un orphelinat accueillant 45 enfants âgés de 6 à 16 ans. Les enfants ont été consignés dans le bâtiment et se sont réfugiés dans une cave. Des témoins ont rapporté que les FDI avaient installé une mitrailleuse sur le toit d'un immeuble contigu de cinq étages en construction (un futur centre d'hébergement rattaché à l'église). « Nous exigeons de l'armée qu'elle se retire immédiatement des locaux de notre église », a déclaré Mounib Younan, évêque luthérien de Jérusalem. L'armée, qui tenait à conserver le bâtiment en raison de sa position stratégique et du point de vue panoramique qu'il offrait, a promis de veiller à la sécurité des enfants. Bishara Kharufeh, 56 ans, est l'un des rares résidents de Beit Jala à être resté sur place. « Les soldats israéliens ont occupé toute la maison et nous ont laissé une pièce, plus la salle de bains et la cuisine », a-t-il déclaré. « Ils ont poussé les meubles et ont occupé les deux étages supérieurs de la maison. Sur le toit, ils ont installé une position militaire entourée de sacs de sable ». L'armée a admis avoir occupé des bâtiments situés dans des lieux stratégiques de la ville, c'est-à-dire dans des rues étroites et tortueuses. Mais le général de brigade Yitzhak a déclaré : « Nous comptons achever l'opération sans porter préjudice ni aux civils palestiniens ni aux lieux de culte, auxquels nous attachons une grande importance.» (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 29 août)

3. Le 30 août, à l'aube, les FDI se sont retirées de Beit Jala et les forces palestiniennes sont entrées dans la ville pour garantir le cessez-le-feu conclu par le Ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, et le Président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. À leur retour, les habitants de certains des logements et des bâtiments qui avaient été investis par l'armée au cours de cette opération de 24 heures ont fait état de la disparition d'effets personnels et de la destruction délibérée de certains objets. Après le retrait des chars et des militaires israéliens, les forces de sécurité palestiniennes sont entrées dans la ville chrétienne presque totalement déserte pour renforcer leur contrôle. Les Palestiniens qui avaient repris possession de la ville ont fêté le départ des FDI et les résidents ont distribué des friandises. Bishara Karoofi a inspecté les dégâts de sa maison de deux étages, après

deux nuits d'occupation par les soldats israéliens, qui avaient campé à même le sol ou sur les lits et pris possession des salles de bains : du café renversé sur le sol du salon, des gamelles de l'armée abandonnées sur place, des plantes renversées. Des chaises de salle à manger avaient été tirées près des fenêtres protégées par des sacs de sable, formant autant de postes d'observation donnant sur la rue. Rentrés chez eux, dans le bâtiment jouxtant le club orthodoxe, William Sha'ar et sa famille ont constaté que des vitres avaient été cassées et que le garage, apparemment utilisé par l'armée pour abriter un véhicule blindé de transport de troupes, avait été endommagé. Sha'ar a déclaré que de l'argent et des bijoux qu'il avait laissés dans un placard avant de fuir devant les soldats israéliens avaient disparu, mais que le pire pour lui était que la photo de son mariage sur son bureau avait été volontairement abîmée. Juste à côté, au club orthodoxe, où William Sha'ar tient un restaurant, des actes de vandalisme manifestes avaient été commis : les portes avaient été arrachées et les instruments de musique d'une troupe de danseurs avaient été détruits, de même qu'une chaîne hi-fi. Le club compte parmi ses membres un grand nombre de sympathisants du Front populaire de libération de la Palestine et un portrait de George Habash, le fondateur de ce mouvement, a disparu. (*Ha'aretz*, 31 août)

2. Logement

4. Le 11 juin, la presse a annoncé la destruction d'une maison située dans le quartier de Ras el-Amud à Jérusalem qui avait été construite illégalement sur des terres destinées à l'aménagement d'une nouvelle route. La police a dispersé la foule au moyen de gaz lacrymogènes puis a quitté rapidement la zone. Le Ministère de l'intérieur a déclaré que le propriétaire avait poursuivi la construction de la maison bien qu'il lui ait été signifié à plusieurs reprises qu'il n'en avait pas le droit et qu'il enfreignait des décisions judiciaires. Faraj Mohammed Harbawi a fait valoir que dans sa maison de deux étages et de 270 mètres carrés vivaient 15 membres de sa famille. La Maison d'Orient, quartier général de l'Autorité palestinienne à Jérusalem, a qualifié la démolition de la maison de « provocatrice et illégale » et a déclaré, dans un communiqué de presse, que « ce type d'action risquait d'exacerber une situation déjà instable et allait à l'encontre des initiatives en cours en vue d'un apaisement dans la région ». Le Ministre de l'intérieur, Eli Yishai, a quant à lui dit que les résidents arabes de Jérusalem devaient comprendre qu'ils ne pouvaient violer impudemment la loi en construisant sur des terrains non constructibles. (*Jerusalem Post*, 12 juin)

5. Le 9 juillet, des bulldozers de la municipalité de Jérusalem ont démoli 14 maisons construites dans le camp de réfugiés de Shuafat, dans la partie nord de la ville. Les ordres de démolition avaient été affichés le dimanche sur 25 maisons, à divers stades de construction, laissant ainsi à leurs propriétaires moins de 24 heures pour introduire un recours. Aucun des bâtiments n'avait obtenu de permis de construire et tous avaient moins de six mois. Des militants de la Coalition israélienne contre la démolition des habitations ont essayé d'arrêter les démolitions en se couchant devant les bulldozers, mais ont été chassés par la police. Des membres de plusieurs délégations diplomatiques, notamment du consulat des États-Unis dont la représentante, Lisa Miller, a annoncé qu'elle informerait Washington des démolitions, et des représentants de la Croix-Rouge ont assisté aux démolitions. Il semblerait que le maire, M. Olmert, veuille qu'à l'avenir toute négociation liée au statut final tienne compte du fait qu'Israël exige la destruction du camp de réfugiés de Shuafat, dont les habitants seraient déplacés dans une autre partie de Jérusalem-Est. D'après M. Olmert, Shuafat constituait une solution de continuité entre les quartiers juifs situés dans la partie nord et le centre de la ville. Les 11 autres maisons concernées de Shuafat devaient être détruites dans les jours suivants, selon les sources de la mairie. Mussi Raz, député de Meretz, a demandé qu'une session de la Mission des affaires intérieures de la Knesset soit convoquée d'urgence afin d'examiner cette question. Il a demandé « Pourquoi, lorsqu'il s'agit de maisons des réfugiés, la mairie [était] prête à les démolir en moins de 24 heures, alors qu'à Jérusalem-Ouest, on [attendait] que les nombreux bâtiments construits illégalement s'effondrent d'eux-mêmes? » (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 10 juillet)

6. Le 11 juillet, sept Palestiniens ont été blessés pendant la destruction par les forces armées israéliennes de 18 maisons et de 6 magasins situés dans le camp de réfugiés de Rafah à Gaza. Les FDI ont affirmé que les maisons n'étaient pas habitées et que des Palestiniens s'y cachaient pour lancer des grenades et tirer sur les soldats israéliens. Les résidents de Rafah ont démenti le fait que les maisons étaient abandonnées, disant que depuis six mois les habitants avaient peur de dormir chez eux mais vivaient dans

leur maison pendant la journée. Après la relative accalmie de la semaine précédente, ils ont dit que la plupart des familles étaient revenues dormir dans leurs maisons. Le lundi, les chars des FDI ont pénétré dans le camp de réfugiés aux alentours de minuit vers un point d'où les Palestiniens avaient pendant quelques jours tiré des obus sur la position militaire de Tarmit, situé à la frontière israélo-égyptienne. Selon le Centre palestinien des droits de l'homme, 11 chars et 4 bulldozers ont pénétré dans le quartier. La police armée palestinienne et des civils ont ouvert le feu sur les soldats. D'après des témoins, les soldats des FDI auraient riposté. Lorsque les chars ont commencé à démolir les maisons, les habitants se sont enfuis avec leurs enfants. Un journaliste de l'agence Reuter a recueilli un témoignage selon lequel un enfant endormi aurait été oublié par mégarde dans la panique. Lorsque Faiz Abu Taha est revenu pour chercher son fils Hussein, il a trouvé ce dernier en train de saigner dans un coin de la pièce, où il avait été frappé à la tête par un éclat d'obus. Par ailleurs, Fatmeh Radwan, 42 ans, avait essayé de récupérer un sac de farine blanche qu'elle avait acheté la veille avec, selon ses dires, les 15 derniers dollars qui lui restaient. Le sac était coincé dans les décombres et du sable y avait déjà pénétré. Mme Radwan a raconté qu'elle avait perdu la maison de quatre pièces qu'elle partageait avec son mari et ses neuf enfants et qu'elle avait fui avec sa famille, en pyjama, sous les tirs. « Comment puis-je convaincre mes enfants de ne pas participer aux affrontements alors qu'un avenir sombre s'offre à eux et que notre petite maison a été détruite? », a-t-elle dit en pleurant. Selon des sources palestiniennes, les troupes israéliennes auraient pénétré dans le secteur A, qui est sous le contrôle civil et militaire des Palestiniens. Le porte-parole des FDI a démenti cette information, et déclaré que les FDI intervenaient dans la zone frontalière avec l'Égypte, dans laquelle les Accords d'Oslo autorisaient les opérations de sécurité israéliennes. Cependant, un film vidéo réalisé par la télévision locale tendrait à confirmer la version palestinienne. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 11 juillet)

7. D'après les informations, de source palestinienne, le 15 juillet les FDI auraient attaqué une maison du village de Umm Safah, au nord de Ramallah. Le village surplombe la route principale entre les colonies de Neveh Tzuf et de Ateret, en direction de laquelle des terroristes ont tiré de nombreux coups de feu, d'après Radio Israël. (*Jerusalem Post*, 16 juillet)

8. Le 7 août, il a été rapporté que l'armée, appuyée par la police, avait empêché des défenseurs des droits de l'homme de venir en aide à un groupe de familles du sud du mont Hébron qu'elle avait expulsées de grottes au début du mois de juillet. Selon Arik Ascherman, du mouvement des Rabbins pour les droits de l'homme, depuis juillet, les familles palestiniennes sans abri avaient été averties de la prochaine démolition des tentes et des cabanes qu'elles avaient installées après que leurs grottes eurent été murées. Les activistes, membres du mouvement des Rabbins pour les droits de l'homme, du Comité israélien contre les démolitions de maisons et des Bâtisseurs chrétiens de la paix, avaient apporté des couvertures, des tentes, du matériel de camping et des équipements ménagers. Leur objectif était de protester contre la « campagne de châtiments collectifs » menée contre ces familles, qui vivaient dans la région des grottes depuis plus de 30 ans. Une source proche des FDI a indiqué que l'armée avait autorisé la manifestation, mais qu'elle était intervenue alors que les manifestants commençaient à remettre du matériel aux familles. Par la suite, les activistes ont rendu visite aux résidents de Hirbat Awayman, près de la colonie de Sussiya. Les résidents ont déclaré que les colons vandalisaient systématiquement les grottes qui abritaient les familles palestiniennes, harcelant les habitants et leurs troupeaux. À six reprises, les résidents ont porté plainte à la police et, à chaque fois, la police a écrit des rapports, mais le harcèlement ne s'est pas arrêté pour autant. À présent, les résidents craignent que les colons tentent de saboter les récoltes pour chasser les Palestiniens de la région. L'avocat Shlomo Laquer qui, deux ans auparavant, avait obtenu gain de cause devant la Haute Cour de justice contre l'Administration civile qui avait ordonné aux familles de quitter les grottes, prévoit de déposer un nouveau recours devant la Haute Cour pour obtenir l'annulation des mesures administratives contre les familles concernées. (*Ha'aretz*, 7 août)

9. Le 20 août, il a été signalé que des bulldozers dépêchés par les autorités municipales de Jérusalem avaient démoli deux maisons arabes dans le quartier de Beit Hanina, dans le nord de la ville. Le porte-parole de la municipalité, Hagai Elias, a indiqué que la construction de ces deux édifices, qui n'était pas encore achevée, n'avait pas été autorisée. Il a précisé que les ordres de démolition avaient été donnés le dimanche en début de journée et que les propriétaires avaient bénéficié du délai de 24 heures prévu pour faire appel. Mais Ibrahim Rajulyani, propriétaire des deux

édifices, a déclaré que ni lui ni aucun des ouvriers n'avaient vu l'avis de démolition prétendument affiché sur les bâtiments. Zehava Galon, Présidente du groupe du Meretz à la Knesset, a vigoureusement dénoncé ces démolitions et fustigé le maire de Jérusalem, Ehoud Olmert, l'accusant de vouloir « mettre le feu » à la ville. « Qui, mieux qu'Olmert, sait qu'il n'existe à Jérusalem-Est aucun plan d'urbanisme pour les Arabes? », a-t-elle déclaré. Les Palestiniens affirment qu'il est très difficile d'obtenir un permis de construire à Jérusalem-Est, mais la municipalité prétend qu'elle applique les règles de construction de façon équitable dans tous les quartiers de la ville. Un des bâtiments rasés était un édifice de 1 200 mètres carrés, quatre étages et huit appartements, alors que le deuxième comptait 400 mètres carrés et deux appartements. Aucun incident n'a été signalé pendant les démolitions. Ces démolitions portaient à près de 20 le nombre d'édifices arabes construits illégalement rasés dans la ville au cours des cinq semaines précédentes. (*Jerusalem Post*, 21 août)

10. Le 28 août, il a été signalé que le maire de Jérusalem, Ehoud Olmert, avait annulé un entretien qu'il devait avoir avec Salah Tarif, Ministre sans portefeuille chargé des affaires des minorités, après que ce dernier eut réclamé le transfert des compétences en matière d'urbanisme et de supervision des quartiers arabes de la municipalité de Jérusalem à une nouvelle autorité administrative. Le Ministre avait fait cette recommandation alors qu'il visitait les maisons construites illégalement et sur le point d'être démolies dans le quartier d'Anata, quartier palestinien situé dans le nord de la ville, près de Pisgat Ze'ev. « Il est impossible que la municipalité se contente d'élaborer des plans d'urbanisme pour les quartiers arabes sans jamais les réaliser », a-t-il déclaré. « Tout ce que les Arabes construisent est considéré comme illégal. Je recommande donc de confier à l'État tout ce qui a trait aux constructions et aux démolitions dans ce secteur de la ville, qui est la ville la plus sensible au monde. » Une vingtaine de bâtiments construits illégalement et appartenant à des Palestiniens ont été détruits dans la ville au cours des cinq semaines précédentes. Les Palestiniens affirment qu'il est très difficile d'obtenir un permis de construire à Jérusalem-Est, mais la municipalité prétend qu'elle applique les règles de construction de façon équitable dans tous les quartiers de la ville. (*Jerusalem Post*, 28 août)

11. Le 28 août, les FDI ont démoli 15 maisons du camp de réfugiés de Rafah et détruit leur contenu, laissant environ 140 personnes sans abri. Pendant ces démolitions, des Palestiniens ont ouvert le feu. Quatorze personnes ont été blessées pendant l'opération et la fusillade qui a suivi. Selon des témoins, huit véhicules blindés israéliens de transport de troupes et un bulldozer seraient entrés dans le bloc O du camp, c'est-à-dire dans un quartier proche de la frontière égyptienne, le lundi aux environs de minuit. Par les haut-parleurs des mosquées, les habitants ont été appelés à se préparer à défendre le camp. Des témoins ont déclaré aux enquêteurs du Centre palestinien pour les droits de l'homme que les forces israéliennes avaient pénétré de 100 mètres à l'intérieur du quartier et s'étaient déployées sur environ 300 mètres le long de la frontière. Les 15 maisons ont été détruites à l'artillerie lourde, notamment. Les policiers palestiniens et des activistes des « comités populaires d'opposition » ont ouvert le feu et lancé des grenades sur les militaires présents, mais aussi sur d'autres positions des FDI le long de la frontière. Les résidents ont rapporté que les combats avaient fait rage jusqu'à 3 h 30 du matin. Plus tard dans la journée, quelques résidents sont venus rechercher des effets personnels dans les ruines de leurs maisons. Les habitants de Rafah ont catégoriquement démenti les allégations des FDI selon lesquelles les maisons étaient abandonnées. Ils ont indiqué que les personnes avaient l'habitude de se cacher ailleurs lorsque les combats entre Israéliens et Palestiniens étaient particulièrement violents et qu'elles rentraient le lendemain matin. C'était la quatrième fois que les FDI détruisaient des maisons près de la frontière avec l'Égypte. Le nombre de maisons détruites à Rafah était à présent de 65. (*Ha'aretz*, 29 août)

B. Restrictions concernant les déplacements des Palestiniens à l'intérieur des territoires occupés et d'un territoire à l'autre, y compris les formalités d'entrée et de sortie

1. Cartes d'identité et permis de voyager

12. Le 11 juillet, il a été rapporté que les responsables de la défense israélienne avaient décidé d'autoriser des centaines de travailleurs palestiniens à entrer dans les colonies juives et dans les zones industrielles des

territoires, à compter de cette date. Les permis de travail ne seront accordés qu'aux travailleurs âgés de 35 ans et plus, n'ayant aucun lien avec une victime de l'Intifada d'Al-Aqsa, et ayant reçu une permission spécifique de la part du Service général de sécurité. (*Ha'aretz*, 11 juillet)

13. Le 17 juillet, le Ministre de la sécurité publique, Uzi Landau, a donné l'ordre à la police de Jérusalem d'interdire toute cérémonie organisée en mémoire du dirigeant palestinien, Faisal Husseini, que ce soit dans la capitale ou ailleurs dans l'État d'Israël. La nuit précédente, la juge de la Haute Cour de justice, Miriam Naor, a rejeté une requête soumise par huit parlementaires – cinq Arabes et trois Juifs – visant à annuler l'ordre de M. Landau. Cette requête a été présentée moins d'une heure avant le début de la cérémonie et la juge Naor a décidé qu'elle ne disposait pas de suffisamment de temps pour examiner la demande. Albert Arazrian, l'organisateur de la manifestation de la Maison de l'Orient à Jérusalem-Est, a déclaré que le Ministre Usi Landau avait encore une fois placé Jérusalem au centre du débat politique en interdisant la cérémonie commémorative en l'honneur de Faisal Husseini, ajoutant que ce jour était également la date de l'anniversaire de M. Husseini. Les responsables de la Maison de l'Orient et les militants du Fatah à Jérusalem préparaient cette cérémonie commémorative, dont la police de Jérusalem avait connaissance, depuis près d'un mois. Cependant, l'ordre d'interdiction n'avait été transmis au conseiller juridique de la Maison de l'Orient, Me Jawad Bulus, que le matin précédant la cérémonie. Les organisateurs, qui avaient invité environ 5 000 personnes (dont nombre d'Israéliens) ont déclaré que même s'ils l'avaient voulu, ils n'auraient pas eu le temps d'annuler les invitations qui avaient déjà été envoyées et les préparatifs. Le porte-parole du Parlement de l'Autorité palestinienne, M. Abu Ala, qui avait été désigné pour prononcer le discours principal de la cérémonie, est arrivé à proximité de la Maison de l'Orient environ une heure avant le début prévu pour la cérémonie. De nombreuses forces de police présentes dans le quartier l'ont empêché d'aller plus loin, et il a quitté le quartier. Des centaines de membres des services de sécurité israéliens ont bloqué toutes les rues environnantes et les abords de la Maison de l'Orient et ont empêché les invités de pénétrer dans la zone. (*Ha'aretz*, 18 juillet)

14. Le 3 août, il a été signalé que le Service général de sécurité (SGS) empêchait un résident de Qalqiliya de se rendre en Autriche pour des soins médicaux urgents. De ce fait, un groupe de défense des droits de l'homme exigeait que le résident en question puisse se faire soigner gratuitement dans un hôpital israélien. Selon la famille, Firas Rushdi Obeid, 27 ans, avait été victime d'un accident domestique et risquait de perdre l'usage de ses doigts. Des médecins de Naplouse et d'Amman lui ont recommandé de se rendre en Autriche. La famille a adressé une demande de permis de voyager pour Obeid et son frère auprès du Bureau de coordination du district de Qalqiliya, mais la demande a été rejetée. Lorsque le mouvement des Médecins pour les droits de l'homme est intervenu au nom d'Obeid, le Ministère de la défense a fait savoir que la demande avait été rejetée pour des raisons de sécurité. Les médecins en ont donc appelé au Ministère de la santé et au Ministère de la défense pour qu'ils autorisent l'homme à se faire soigner gratuitement dans un hôpital israélien. (*Ha'aretz*, 3 août)

2. Bouclages

15. Il a été rapporté que le 2 juin, le Cabinet de sécurité, réuni en session extraordinaire, avait autorisé les FDI et les forces de sécurité à riposter à l'attentat à la bombe-suicide meurtrier survenu la veille, qui avait fait 18 morts et plus de 90 blessés parmi les Israéliens. Le Ministre de la défense, Benyamin Ben-Eliezer, a fait la déclaration suivante : « Nous trouverons un moyen, une méthode, une orientation et nous réagirons. Il ne faut pas se leurrer. Qui peut croire que nous nous soyons habitués à cette situation? » Pour commencer, Israël a interdit la présence de Palestiniens dans le pays et a ordonné le retour immédiat des Palestiniens chez eux en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Un bouclage des territoires d'une durée indéterminée a été instauré, et un blocus militaire a été imposé à toutes les villes palestiniennes de Cisjordanie. L'armée a également interdit aux Palestiniens d'emprunter les points de passage internationaux sur le pont Allenby et à Rafah. Ordre a été donné de fermer l'aéroport Dehaniya dans la bande de Gaza, et tous les vols en partance et à destination de cet aéroport ont été annulés. M. Ben-Eliezer a dit à propos de l'explosion que c'était « l'un des attentats terroristes les plus cruels et les plus inhumains qu'ait connu Israël ». Outre l'ordre qu'elle a reçu d'empêcher l'entrée de 20 000 travailleurs palestiniens, la police a été chargée d'arrêter les milliers de Palestiniens résidant illégalement dans le pays. Elle a également reçu le feu vert pour pénétrer de nouveau à l'intérieur des zones

contrôlées par les Palestiniens à des fins opérationnelles. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 3 juin)

16. Il a été rapporté que, le 5 juin, Israël avait décidé de commencer à lever certaines des sanctions prises contre l'Autorité palestinienne à la suite de l'attentat-suicide commis à Tel-Aviv le vendredi précédent. Le Ministre de la défense, Benyamin Ben-Eliezer, a déclaré que la décision de lever ces sanctions « [faisait] suite à la baisse sensible du nombre d'actes terroristes ». Il a ajouté qu'il incombait encore à l'Autorité palestinienne de prendre des mesures pour juguler les actes de violence et l'incitation à de tels actes, mais que la diminution de la violence allait dans le bon sens. Avec effet immédiat, les produits alimentaires et agricoles, l'essence et le gaz naturel seront de nouveau importés librement dans la zone contrôlée par l'Autorité palestinienne. Les Palestiniens seront de nouveau autorisés à travailler dans la zone industrielle d'Erez. Les Palestiniens qui se trouvent en Égypte et en Jordanie pourront de nouveau emprunter les points de passage internationaux de Rafah et du pont Allenby pour retourner sur le territoire relevant de l'Autorité palestinienne. D'autres points de passage frontaliers resteront toutefois interdits d'accès aux Palestiniens qui souhaitent se rendre à l'étranger. L'interdiction faite aux Palestiniens de se rendre en Israël pour travailler reste en vigueur, y compris pour les 20 000 Palestiniens qui sont en possession d'un permis de travail valide. Par ailleurs, il a été rapporté qu'Israël restreignait la liberté de circulation des hauts responsables palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, mais que si le Cabinet envisageait d'interdire au Président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, d'utiliser son hélicoptère, les forces de sécurité n'avaient jusqu'à présent reçu aucune instruction dans ce sens. La Cisjordanie n'avait jamais connu pire répression que celle qui a suivi l'attentat du Dolphinarium, la semaine précédente, le territoire ayant été divisé en huit zones, entre lesquelles il n'était pas possible de circuler si on n'était pas muni d'un laissez-passer délivré par les FDI. Les huit zones correspondent aux huit villes les plus importantes de Cisjordanie : Djénine, Tulkarem, Naplouse, Qalqiliya, Ramallah, Jéricho, Bethléem et Hébron. La veille, des tanks avaient été déployés pour fermer la circulation entre Naplouse et Djénine, tandis que des bulldozers avaient érigé des murs de terre pour empêcher les déplacements entre Ramallah, Qalqiliya et Naplouse. La circulation a également été interrompue entre Bethléem et Jérusalem. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 6 juin)

17. Le 15 juin, il a été rapporté qu'Israël continuerait à assouplir le bouclage des territoires, en application de l'accord de cessez-le-feu négocié par le biais du Directeur de la CIA, George Tenet. Les premières mesures avaient été prises la veille, avec le retrait des tanks de la périphérie de plusieurs villes palestiniennes et la réouverture de certaines routes aux Palestiniens. Mais très peu de routes avaient été rouvertes en Cisjordanie, ce qui a amené les Palestiniens à accuser Israël de se soustraire à ses obligations. Les FDI ont retiré les tanks de Ein-Bidan (près de Naplouse), de Qalqiliya, de Salfit (près d'Ariel), de Surda (au nord de Ramallah), du tunnel routier (près de Bethléem), de Jebel-Jawar à Hébron, de Beit Haggai au sud d'Hébron, de Netzarim et de la route reliant Kisufim à Gush Katif à Gaza. Dans certains cas, toutefois, les tanks ne se sont pas retirés très loin, ce qui signifiait qu'ils pourraient être redéployés très rapidement, les deux principales artères traversant la bande de Gaza du nord au sud ont été rouvertes. En Cisjordanie, les changements ont été toutefois minimes : les transports publics ont été autorisés à assurer le transport sur certains trajets à la périphérie de Ramallah et de Naplouse et une route a été rouverte à Hébron. Israël a également rouvert le point de passage international de Rafah dans la bande de Gaza et a autorisé l'entrée de plus de marchandises à Gaza au poste de contrôle de Karni. Le blocus naval de Gaza a également été assoupli. Le Premier Ministre, Ariel Sharon, avait prévenu la veille que le bouclage ne serait pas levé dans les zones où le cessez-le-feu n'était pas respecté, comme c'était le cas dans les environs de Ramallah et de Rafah. La période d'apaisement devant, selon l'accord de cessez-le-feu, précéder l'adoption de mesures de confiance telles que le gel du processus de colonisation, ne commencerait que lorsque la violence aurait complètement cessé. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 15 juin)

18. Le 21 juin, il a été rapporté que les forces de sécurité empêchaient les membres du personnel médical vivant dans les territoires relevant de l'Autorité palestinienne de rejoindre leur lieu de travail, à savoir les hôpitaux de Jérusalem-Est. L'Autorité civile n'a délivré en juin que 270 visas d'entrée à des membres du personnel médical, contre environ 500 habituellement. Un membre de la municipalité de Jérusalem, Meir Margalit, a adressé

une lettre au Secrétaire militaire du Ministre de la défense Amir Neuman dans le courant de la semaine, lui demandant d'autoriser l'entrée d'un plus grand nombre de membres du personnel médical à Jérusalem. « Est-il réellement nécessaire de décrire le préjudice causé aux services médicaux du secteur est de la ville? Les hôpitaux de Jérusalem-Est ne dispensent pas seulement des soins aux habitants de ce secteur, mais aussi à ceux de tous les territoires environnants », expliquait Margalit dans sa lettre à Neuman. Jérusalem-Est compte quatre hôpitaux – Makassed, Augusta Victoria, Saint John General Hospital et Saint John Eye Hospital. Makassed est un hôpital de taille moyenne, spécialisé dans la chirurgie cardiaque, desservant Jérusalem-Est et les territoires. Certains membres du personnel hospitalier qui n'ont pas l'autorisation d'entrer à Jérusalem s'arrangent pour éviter les barrages des FDI et passent la nuit à l'hôpital, de peur de ne pas pouvoir revenir à Jérusalem le lendemain s'ils rentrent chez eux. Margalit a également fait allusion au fait que le Ministère de la défense avait affirmé à plusieurs reprises que le personnel médical ne serait pas touché par les bouclages et les barrages routiers et que les médecins, les infirmiers, les ambulances et les patients ne seraient pas empêchés d'accéder à Jérusalem-Est. En conclusion, Margalit a déclaré ce qui suit : « Le fait que 250 médecins, infirmiers et radiologues n'aient pas obtenu de visa d'entrée est la preuve que les déclarations faites par le Ministre de la défense lui-même aux médias ne peuvent être prises au sérieux. » En novembre 2000, l'organisation Médecins pour les droits de l'homme a déposé un certain nombre de plaintes identiques auprès de l'officier de liaison des FDI pour le territoire. (*Ha'aretz*, 21 juin)

19. Le 24 juin, l'organisation Médecins pour les droits de l'homme a annoncé qu'elle ne retirerait pas la plainte qu'elle avait déposée auprès de la Haute Cour de justice contre les commandants des FDI dans les territoires qui avaient refusé l'accès à Israël à quatre médecins palestiniens. Par le passé, le Bureau du Procureur général avait informé la Haute Cour que l'entrée de médecins palestiniens en Israël serait autorisée avec quelques restrictions. Or, du fait du bouclage des territoires par suite de l'Intifada, les quatre médecins dont il est question plus haut n'ont pas pu entrer sur le territoire israélien pour travailler. Un an et demi auparavant, l'organisation Médecins pour les droits de l'homme avait demandé à la Cour d'enjoindre aux FDI d'expliquer pourquoi Israël avait invoqué des raisons de sécurité pour empêcher les médecins palestiniens de faire leur travail. S'exprimant au nom de cette organisation, Me André Rozenthal a écrit ce qui suit : « [les médecins] ne doivent pas être mis dans la même catégorie que les habitants des territoires qui ont besoin d'un visa d'entrée [en Israël] pour gagner leur vie; il s'agit de membres du corps médical qui ont pour tâche d'aider des êtres humains en cas de besoin ». Suite à ces démarches, deux médecins palestiniens ont reçu l'autorisation de traverser Israël pour se rendre de la bande de Gaza en Cisjordanie. L'une des limitations qu'ils se sont vu imposer était d'emprunter « le couloir de sécurité », qui relie les deux zones. Toutefois, Shai Nitzan, chargé des questions de sécurité au Bureau du Procureur général, a fait savoir à André Rozenthal la semaine précédente qu'en raison du bouclage, « le couloir ne pourrait être emprunté qu'à titre exceptionnel ». Nitzan a également affirmé que la requête des quatre médecins ne revêtait pas de caractère « exceptionnel ». Répondant au Procureur général, le responsable des projets au sein de l'organisation de défense des droits de l'homme, Hadas Ziv, a fait remarquer ce qui suit : « la quatrième Convention de Genève exige que la puissance occupante veille au bon fonctionnement des équipes médicales et ne fait pas allusion aux périodes où règnent la paix et l'amour fraternel puisqu'en de telles périodes, l'exercice de la liberté ne pose aucun problème et n'est soumis à aucune restriction ». (*Ha'aretz*, 25 juin)

20. Le 24 juin, un habitant du village palestinien de Sillat a-Daher, qui faisait l'objet d'un couvre-feu et d'un bouclage depuis le 20 juin, a appelé les organisations de défense des droits de l'homme à agir pour que ces restrictions soient levées, faisant observer que les réserves en nourriture et en lait s'amenuisaient. Un notable du village, Ra'ab Diak, a indiqué que les colons, appuyés par les FDI, continuaient d'investir le village, d'en saccager les biens et de tirer des coups de feu en l'air, voire en direction des habitations. Les FDI ont répondu que le couvre-feu n'avait pas été levé à cause de l'attaque du 20 juin 2001, mais qu'elles autorisaient les habitants à entrer et à sortir du village pour des raisons humanitaires et qu'elles laissaient entrer suffisamment d'articles dont avait besoin la population. D'après les médias palestiniens, les FDI avaient durci le bouclage de Naplouse et élargi leur action en vue de bloquer la circulation des voitures palestiniennes dans la région du mont Gerizim. (*Jerusalem Post*, 25 juin)

21. Le 16 août, un blocus rigoureux a été imposé sur Ramallah, après des menaces d'attentat sur Jérusalem. Les voitures qui se rendaient de Ramallah à Jérusalem ont dû rebrousser chemin. Le blocus de Qalqiliya a été renforcé pour les mêmes raisons. Des sources palestiniennes ont indiqué que les FDI avaient bloqué la sortie nord-ouest de Bethléem, en direction de Jérusalem. Selon des sources militaires, la clôture qui entoure la bande de Gaza et le déploiement opérationnel des troupes autour de la zone compliquent la tâche des terroristes, mais les menaces provenant de la bande de Gaza sont prises très au sérieux, notamment parce que les groupes terroristes de ce secteur utilisent le plus souvent des bombes bien plus grosses et puissantes qu'ailleurs. Une source haut placée dans les services de sécurité a indiqué la veille au soir qu'Israël envisagerait probablement d'étendre son champ d'activités opérationnelles jusqu'à l'intérieur des secteurs autonomes palestiniens de la bande de Gaza, si les unités palestiniennes commençaient à utiliser des missiles antichar. Elle a indiqué qu'actuellement, les FDI contrôlaient une bande de 300 mètres de chaque côté des routes de Gaza (l'Accord d'Oslo limite cette bande à 70 mètres), afin de protéger les colons contre les tirs et les attentats. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 17 août)

3. Postes de contrôle

22. D'après un rapport de l'organisation de défense des droits de l'homme B'Tselem, au 11 juin, les FDI détenaient toujours à des barrages routiers à l'intérieur des territoires des malades palestiniens – dont certains souffraient d'affections mettant en danger leur vie – qu'elles avaient arrêtés alors qu'ils se rendaient à l'hôpital. L'organisation affirme dans son rapport qu'Israël continuait d'empêcher, par ses mesures de bouclage, l'obtention de traitements médicaux dans les territoires. Le rapport de B'Tselem comporte une liste d'incidents de ce type constatés par ses observateurs. Dans certains cas signalés, des patients avaient même trouvé la mort après avoir été retenus à des barrages routiers et il ne s'agit pas là de cas isolés selon l'organisation. Les FDI ont affirmé qu'il existait des directives strictes interdisant la rétention d'ambulances aux barrages routiers ou aux postes de contrôle en cas d'urgence. Or B'Tselem signale que des ambulances transportant des Palestiniens malades ou blessés continuaient d'être retardées sans raison. D'après le rapport, les FDI empêchaient les patients d'obtenir des soins médicaux vitaux en barrant les routes avec des monticules de terre ou des blocs de béton ou en installant des barrages gardés en permanence par des soldats des FDI. Les Palestiniens sont donc obligés d'emprunter des chemins longs et détournés pour éviter les barrages et rejoindre les centres médicaux. Lorsque les FDI laissent une route ouverte – sous la surveillance étroite de soldats –, les ambulances perdent souvent un temps précieux à trouver la route en question, la population étant rarement informée des changements fréquents opérés. Dans un incident rapporté le 7 juin par B'Tselem, un soldat des FDI en faction à un barrage routier aurait ordonné à un Palestinien qui se rendait à l'hôpital pour une dialyse de rebrousser chemin, sous prétexte que les entrées étaient interdites. B'Tselem rapporte par ailleurs qu'une petite fille de 11 ans qu'il fallait hospitaliser avait été retenue pendant 45 minutes à un barrage près de Naplouse, malgré ses vomissements et les douleurs manifestes qu'elle ressentait. La petite fille est décédée avant d'arriver à l'hôpital. Selon B'Tselem, le rapport signale également que les médecins sont souvent en butte à des problèmes et à des contretemps lorsqu'ils se rendent sur leur lieu de travail et que le bouclage des routes complique encore plus l'approvisionnement en eau des zones reculées. D'après l'organisation, se pose également le problème de la collecte régulière des ordures, qui expose les habitants des territoires à de graves risques sanitaires. B'Tselem qualifie de « châtiment collectif » la politique israélienne qui restreint la liberté de circulation des Palestiniens et accuse Israël « d'infliger directement des souffrances à des civils qui ne participent pas aux actes de violence ». Toujours selon le rapport, si même les ambulances et les malades se heurtent à de tels problèmes et retards, qu'en est-il pour les personnes qui veulent « seulement » aller d'un endroit à un autre. (*Ha'aretz*, 12 juin)

23. Le 23 juillet, il a été signalé que des officiers avaient fait part de leurs vives préoccupations au sujet du comportement de soldats envers les civils palestiniens, notamment aux barrages routiers. Parmi les cas récemment signalés, on peut citer les suivants : des soldats ont retenu des Palestiniens pendant des heures, leur imposant une punition traditionnellement utilisée contre les nouvelles recrues de l'armée pour insubordination, retenus pendant plusieurs heures avant d'être autorisés à partir en permission. D'autres ont reçu l'ordre de rester à l'intérieur de leur voiture, les fenêtres fermées, sans climatisation, pendant les heures les plus chaudes de la journée. Les clefs de la voiture

étaient confisquées. Cette « punition » est utilisée par les soldats contre les Palestiniens qui demandent plusieurs fois quand ils seront autorisés à franchir le barrage. Dans certains cas, les soldats demandent un « droit de passage » sous forme de cigarettes et de boissons. Des Palestiniens se sont plaints des brutalités perpétrées par les soldats en faction sur certains barrages routiers et ont déclaré que des soldats crevaient les pneus ou confisquaient les clefs des véhicules dont les conducteurs essayaient d'éviter les barrages pour se déplacer entre les villages assiégés. Il semblerait que ce type de comportement envers la population palestinienne soit généralisé au sein de plusieurs bataillons d'infanterie de la région centre déployés en permanence en Cisjordanie. Cependant, des brutalités de ce type ont également cours dans les unités de réserve et dans d'autres bataillons de conscrits servant dans les territoires. Dans certains cas, les soldats ont été jugés pour avoir brutalisé des Palestiniens et exigé un paiement en contrepartie du passage des barrages routiers des FDI. Des officiers se sont déclarés vivement préoccupés par les incidents qui ne constitueraient que « la partie apparente » d'un phénomène beaucoup plus large. S'exprimant dans le quotidien *Ha'aretz*, des officiers d'unités présentes dans les territoires ont déclaré que les FDI avaient beaucoup de mal à combattre ce phénomène. « Il existe en permanence des dizaines de barrages routiers sur les territoires, sous le commandement d'un sergent, ou dans le meilleur des cas, d'un lieutenant. Malgré les ordres stricts donnés par les officiers, les efforts déployés en vue de garantir le bon déroulement des opérations, il n'est pas difficile dans la pratique pour un groupe de soldats de brutaliser les Palestiniens. Nous n'en avons que rarement connaissance, c'est-à-dire quand les habitants palestiniens se plaignent auprès de FDI ou auprès d'un officier de passage qui se rend compte qu'il y a quelque chose d'anormal et, en cette période d'affrontements, il est encore plus difficile de surveiller la situation. » (*Ha'aretz*, 23 juillet)

4. Colonies de peuplement

24. Le 20 mai, le mouvement israélien « La paix maintenant » a révélé dans la toute dernière enquête qu'il avait consacrée à la construction de colonies de peuplement en Cisjordanie et à Gaza, qu'au moins deux des quartiers satellites des colonies démantelées sous le précédent gouvernement avaient été reconstruits. Dans son rapport, le mouvement donnait la liste de 15 colonies où de nouveaux quartiers ou quartiers satellites avaient été édifiés à proximité de l'agglomération principale et dans certains cas à quelques kilomètres de là. Les nouveaux sites n'étaient pas tous habités et certains d'entre eux comptaient 22 structures. Neveh Erez Ma'aleh, Mikhmas et le quartier Mitzpe Kramim de Kohav Hashahar dotés respectivement de cinq et de sept structures avaient été démantelés sous le précédent gouvernement à la suite d'un accord conclu entre le Premier Ministre d'alors Ehud Barak et le Conseil des communautés juives de Judée-Samarie et de Gaza. Au nombre des agglomérats et des nouveaux quartiers figurant sur la liste on citera : le quartier Givat Hahish Nord à Alon Shvut, où une structure avait été édifiée; le quartier nord de Bat Ayin avec quatre structures; le quartier ouest d'Elazar avec deux structures; le quartier ouest d'Einav avec 22 structures; le sommet de la colline 866 à Itamar, avec deux structures; le quartier ouest de Karmei Tsur avec cinq structures; le quartier ouest de Kfar Tapuah avec quatre structures; le sommet de la colline 833 à Maon, avec trois structures édifiées par des colons expulsés de la ferme de Maon; le quartier nord de Dotan avec six structures; la colline No 590 Nahliel avec une structure; le quartier sud d'Ofra avec six structures; le quartier ouest de Rechalim avec six structures; et le quartier sud de Yakir avec quatre structures. (*Jerusalem Post,* 20 mai)

25. Le 22 mai, le Premier Ministre israélien Ariel Sharon a souligné, lors d'une conférence de presse dans laquelle il a discuté de l'appel en faveur du gel des colonies de peuplement contenu dans le rapport Mitchell, que les grands axes de la politique suivie par son gouvernement de coalition consistaient à répondre aux besoins des colonies de peuplement « tout en apaisant les craintes de nos voisins qui redoutent la création de faits susceptibles de peser sur l'avenir des négociations ». « Il n'est pas nécessaire d'exproprier des terres pour pouvoir construire des colonies de peuplement », a-t-il ajouté, affirmant que ces colonies avaient déjà suffisamment de terres. Toutefois, a-t-il ajouté, si les routes de contournement doivent être pavées pour des raisons de sécurité, « nous les paverons ». En réponse à une question, il a déclaré ceci : « Nous ne parlons pas d'un gel ». Cependant, il a réaffirmé que les grandes lignes de la politique suivie par son gouvernement interdisaient la création de nouvelles colonies de peuplement. En réponse à ces observations, l'Autorité palestinienne a publié, le même jour, une déclaration officielle dans laquelle elle

« déplorait ce rejet » du rapport Mitchell ainsi que l'attitude de Sharon qui « s'accrochait obstinément aux vues qu'il avait antérieurement exprimées à propos de l'expansion des colonies de peuplement ». Dans cette même déclaration, l'Autorité demandait l'application immédiate de l'intégralité du rapport Mitchell, « sans qu'aucune partie ne puisse choisir la recommandation qui lui convenait ». L'Autorité palestinienne accusait Sharon de procéder de manière sélective « pour justifier la poursuite de son agression et le siège auquel il avait soumis le peuple palestinien ». (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 23 mai)

26. Le 17 juin, il a été rapporté que deux jours plus tôt, le juge de la Cour suprême Dalia Dorner avait prononcé une injonction interlocutoire demandant au Gouvernement, à l'Administration civile et aux autorités militaires de Cisjordanie ainsi qu'à l'Union for the Renewal of Jewish Settlement in Hebron (Union pour le renouvellement des colonies juives d'Hébron) d'interrompre les travaux de construction sur le site archéologique de Tel Roumeida, près d'Hébron. L'injonction a été prononcée après que deux Palestiniens possédant des terres non loin du site ainsi que le député Mussi Raz (Meretz) et l'archéologue Avi Ofer eurent déposé une requête auprès des tribunaux. Les requérants ont demandé au juge d'interdire la construction d'un quartier résidentiel sur cet important site archéologique. Dans sa réponse à la requête, le Procureur général a reconnu que le projet de construction n'avait pas encore été approuvé par les commissions de la planification et de la construction. (*Ha'aretz*, 17 juin)

27. Le 21 juin, il a été rapporté que plus de la moitié (52 %) des appels d'offres pour la construction de logements publiés le mois précédent par le Ministère du logement et l'Administration des terres concernait des appartements devant être bâtis dans les territoires, d'après des informations communiquées la veille par le député Mussi Raz (Meretz). Selon ces informations – qui proviennent de rapports de l'Administration des terres –, les appels d'offres concernant les territoires publiés en mai étaient les premiers pour cette région depuis le début de l'année. Les appels d'offres pour la construction de logements situés dans les colonies représentent seulement 23 % du nombre total d'appels d'offres publiés depuis le début de l'année, que 708 logements sur 3 047 au total. En outre, les appels d'offres pour la Cisjordanie n'ont pas connu un très grand succès. Des soumissions ont été faites pour 49 % des logements seulement, soit pour 362 sur un total de 708 unités. À l'inverse, à l'intérieur de la Ligne verte, 76 % des appels offres ont été suivis d'une soumission. Les appels d'offres du mois de mai concernaient la construction de 708 appartements en Cisjordanie et de 661 dans le reste du pays. En Cisjordanie, les appels d'offres ne concernaient que deux villes : Ma'aleh Adumim (496 appartements) et Alfei Menashe (212 logements). Raz a également signalé que 222 appartements construits par l'État avaient été vendus dans les territoires depuis le début de l'année 2001, ce qui représente une baisse de 44 % par rapport aux 396 appartements vendus au cours de la même période en 2000. Les ventes se sont accrues dans certaines des grandes colonies situées autour de Jérusalem – Ma'aleh Adumim, Givat Ze'ev et Geva Binyamin – mais ont chuté dans d'autres colonies de grande taille telles que Efrat, Ariel et Alfei Menashe ainsi que dans de nombreuses autres colonies plus petites. L'émission de télévision «Erev Hadash» a diffusé mardi un reportage sur plusieurs familles qui avaient l'intention de quitter les colonies; 23 de ces familles vivaient à Rimonim et sept à Mikhmas. Toutefois, il a été signalé au cours de l'émission que 12 nouvelles familles avaient emménagé à Bracha, près de Naplouse. (*Ha'aretz*, 21 juin)

28. Le 23 juin, des dizaines de colons ont fermé la route reliant Ramallah à Naplouse aux véhicules palestiniens à proximité du village de Sinjil et trois colons ont été arrêtés et suspectés d'avoir mis le feu à un champ appartenant à des Palestiniens. Par ailleurs, des dizaines de colons ont fermé une route aux Palestiniens à proximité du village de Za'arta, près d'Halhul. D'après les Palestiniens, les colons auraient également jeté des pierres sur les voitures palestiniennes. Les FDI ont déclaré qu'elles étaient responsables de la sécurité des colons, laissant à la police le loisir d'enquêter sur toute action que les colons pouvaient entreprendre contre des Palestiniens ou des biens leur appartenant. (*Jerusalem Post*, 24 juin)

29. Il a été rapporté le 29 juillet que, d'après les FDI et le conseiller du Ministre de la défense chargé des colonies, pas moins de 66 postes isolés étaient dispersés sur toute la Cisjordanie; 60 d'entre eux étaient illégaux pour diverses raisons et 24 avaient été établis après le début de l'Intifada en octobre 2000. Le Ministre de la défense Benyamin Ben-Eliezer souhaitait que sur ces 66 postes, 15 soient démantelés uniquement pour des raisons de sécurité. Cette décision

est appuyée par le chef d'état-major Shaul Mofaz et son adjoint, Moshe Ya'alon. La liste des 15 postes à évacuer est actuellement établie en coopération avec le Commandement central. Ben-Eliezer a chargé le général de division Yitzhak Eitan de parler aux représentants des colons afin qu'ils procèdent d'eux-mêmes à l'évacuation. Toutefois, les instructions reçues par le général indiquaient clairement qu'au cas où les colons refuseraient d'évacuer les postes, les FDI se chargeraient de les en déloger; l'armée a en outre reçu des consignes strictes interdisant l'implantation de toute autre position à l'avenir. Les détails des discussions sur la question qui ont lieu depuis le 31 mai entre les responsables des forces armées et de la défense ont été communiqués au Premier Ministre. Certains postes se trouvent sur des terres appartenant à des Palestiniens, dont les propriétaires contestent actuellement la présence des colons devant les tribunaux. D'autres ont été implantés en violation de plans d'occupation des sols arrêtés antérieurement. Le conseiller juridique a jugé que 21 des 66 postes n'avaient aucun fondement juridique, que 29 autres étaient illégaux pour des raisons de planification, tandis que 10 étaient considérés comme « plus ou moins légaux ».Le phénomène de l'implantation de postes remonte à 1997; à l'époque, il traduisait une tentative délibérée pour saper la politique gouvernementale et pour éviter que les différentes parties du territoire relevant de l'Autorité palestinienne ne se touchent. Certains d'entre eux se réduisent à une caravane et à un groupe électrogène en haut d'une colline mais d'autres ont pris beaucoup d'ampleur, abritant plus d'une vingtaine de caravanes, des synagogues, des châteaux d'eau et des systèmes d'alimentation en électricité et sont devenus un moyen d'étendre les colonies au-delà des limites fixées par les plans originels. (*Ha'aretz*, 29 juillet)

30. Le 3 août, il a été signalé que la veille, des colons de Tel Roumeida, à Hébron, avaient investi une maison palestinienne toute proche, affirmant qu'elle était abandonnée et qu'ils avaient l'intention d'y faire coucher leurs enfants. Depuis quelques jours, Tel Roumeida était la cible de tirs intenses et les colons ont affirmé que leurs enfants seraient plus en sécurité dans la maison abandonnée que dans leurs caravanes. Dans la soirée, les colons ont évacué la maison sur ordre de la police, non sans avoir juré d'y retourner. (*Ha'aretz*, 3 août)

31. Le 8 août, il a été signalé que la communauté des colons juifs dans les territoires occupés poursuivait sa croissance, mais à un rythme beaucoup plus lent par rapport à la moyenne observée depuis l'essor qui avait caractérisé les débuts du processus d'implantation, à la fin des années 70. Selon une enquête de *Ha'aretz*, le taux de croissance annuelle, qui était en moyenne compris entre 8 % et 12 % durant la dernière décennie, se situait entre 2 % et 5 % depuis le début de l'Intifada, l'automne dernier. Selon les chiffres du Ministère de l'intérieur, la population totale des colonies s'était accrue de quelque 5 000 âmes, ce qui correspondait à un taux de croissance semestriel de 2,43 %. Il apparaît ainsi que la population juive de la Cisjordanie et de Gaza était de 203 067 en décembre et de 208 015 en juin, soit une augmentation de 2,43 %. Dans les colonies de la bande de Gaza, la population n'a pas diminué et a même très légèrement augmenté. Neveh Dekalim comptait 2 314 résidents en décembre et 2 320 en juin, alors qu'à Kfar Darom, colonie isolée, la population est passée de 250 à 266. D'autres chiffres montrent que le nombre d'habitants est passé de 26 104 à 26 478 à Ma'aleh Adoumim et de 6 556 à 6 606 à Efrat. La population d'Ariel a progressé de 16 511 à 16 702. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 8 août)

32. Le 9 août, il a été signalé que selon des statistiques publiées par le Ministère de l'intérieur, au cours du premier semestre de l'année en cours, les ventes de logements publics avaient chuté de 50 % par rapport à la même période de l'année 2000. De janvier à juin 2001, 238 appartements avaient été vendus, contre 466 au cours de la même période de l'année 2000. Cependant, la diminution des ventes privées a été bien moins spectaculaire. De 396 durant les cinq premiers mois de 2000, le nombre de ventes de logements privés dans les colonies est passé à 371 en 2001. D'autres chiffres indiquaient qu'environ 30 % des appels d'offres publiés au cours des sept premiers mois de l'année par le Ministère du logement en vue de la construction de logements neufs (2 423) concernaient la Cisjordanie (535 appartements à Ma'aleh Adoumim, 212 à Alfei Menashe et le reste des 789 appartements à Elkana). Mais ces chiffres sont bien inférieurs par rapport aux années précédentes. Au cours des 18 mois du Gouvernement de M. Barak, des appels d'offres portant sur la construction de 3 575 appartements avaient été émis et en 1998, pendant les 12 mois du Gouvernement Nétanyahou, 4 210 appels d'offres avaient été publiés. (*Ha'aretz*, 9 août)

33. Le 28 août, il a été signalé que le Conseil des colonies juives de Cisjordanie et de Gaza était en train d'intégrer 296 familles dans les colonies de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, dans le cadre d'une campagne destinée à renforcer les colonies en y attirant de nouveaux résidents. Au cours d'une conférence à l'hôtel Hyatt de Jérusalem, le Président du Conseil, Benny Kashriel, a déclaré aux journalistes que malgré l'Intifada et les attaques dont les colons faisaient l'objet, le Conseil avait réagi d'une façon digne du sionisme, comme le montrait l'augmentation de la population. Le Conseil a fait savoir que le nombre de colons s'était accru de 17 000 pendant l'année écoulée, pour atteindre 227 000. Cette augmentation était le fruit de la croissance naturelle et de l'intégration de nouvelles familles. Seize familles se sont installées à Har Bracha, 10 à Negohot, 21 à Ofra, 100 à Adam, 59 à Beit El, 15 à Otniel, 12 à Sansaneh, 28 à Alon Shvut et 14 à Kidar. Dans la bande de Gaza, sept familles se sont installées à Morag, six à Kfar Darom et huit à Netzarim. (*Jerusalem Post*, 28 août)

C. Aspects de l'administration de la justice

1. Méthodes utilisées lors des interrogatoires

34. Le 24 mai, on a appris que, pour la deuxième fois en moins de trois semaines, la Haute Cour de Justice avait autorisé les services généraux de sécurité à continuer d'interroger, en l'absence de son avocat, l'administrateur de l'hôpital Rafidia en Cisjordanie. Samer Awartani, 34 ans, avait participé, a titre de représentant du Ministère palestinien de la santé et sur l'invitation du British Council, à un séminaire sur la santé qui a eu à l'Université d'Oxford. Il avait été arrêté le 7 mai alors qu'il franchissait le pont Allenby marquant la frontière entre la Jordanie et la Cisjordanie, pour rentrer chez lui. Personne dans le public ne savait ce dont on le soupçonnait ni si sa détention était de fait légale. Le jour précédent, le quotidien britannique *The Guardian* avait rapporté que le Ministère de la coopération internationale, qui avait organisé le séminaire d'Oxford, était très inquiet pour Awartani et que la Ministre britannique chargée du développement international, Clare Short, avait demandé que l'on enquête sur ce qui lui était arrivé après qu'il eut quitté le séminaire. La Haute Cour a entendu une seconde requête présentée par l'organisation Médecins pour les droits de l'homme et par le Public Committee against Torture in Israel qui demandaient qu'Awartani soit autorisé, ce mercredi-là, à rencontrer son avocat. Le Président de la Cour suprême, Aharon Barak a, en même temps que les juges Tova Strasberg-Cohen et Edmound Levy, donné à l'avocat représentant les deux organismes de défense des droits de l'homme l'ordre de quitter la salle du tribunal et a eu une discussion à huis clos avec les représentants des services généraux de sécurité. (*Ha'aretz*, 25 mai)

35. Le 9 août, le parquet a ordonné l'ouverture d'une enquête concernant les allégations selon lesquelles les agents du Service général de sécurité (SGS) auraient employé des méthodes illicites pour extorquer des informations à Abed al-Ahmed, défenseur palestinien des droits de l'homme. al-Ahmed a, semble-t-il, été arrêté le 24 mai, entre Jérusalem et son domicile de Bethléem, alors qu'il se trouvait en Israël sans permis. Une semaine plus tard, il a été transféré au centre du SGS, dans le Carré russe, et sa détention a été prolongée de 20 jours. Le 10 juin, Ahmed s'est plaint à ses avocats d'avoir été soumis à la torture dite « Shabah », qui consiste à garder le détenu assis sur une petite chaise, les mains attachées derrière le dos, pendant de longues périodes pour lui extorquer des renseignements. Ce procédé fait partie des méthodes interdites par la Haute Cour de justice dans un arrêt historique contre la torture rendu en septembre 1999. Ce n'était pas la première fois qu'Ahmed était ainsi détenu par Israël. En mai 1988, il avait été arrêté et détenu sans jugement pendant deux ans et demi. Amnesty International l'avait considéré comme un prisonnier d'opinion. Le 26 juin, les présidents de quatre organisations – B'Tselem, l'organisation Moked de défense de l'individu, l'Association pour les droits civils en Israël et les Médecins pour les droits de l'homme – avaient écrit à Rubinstein pour se plaindre après les allégations de torture. Dans un communiqué publié la veille, les organisations ont annoncé que Talia Sasson, chef du Département des missions spéciales du Ministère de la justice, avait diligenté une enquête à la suite de ces plaintes. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 9 août)

2. Internement administratif et conditions de détention

36. Le 28 juin, on a appris qu'Israël, adoptant une mesure de désescalade quasi inédite avait libéré la semaine précédente une personne frappée d'une mesure d'internement administratif qui avait été détenue

pendant 51 jours, dont 21 sans avoir été autorisée à voir un avocat, et plus de deux mois avant la date prévue pour sa libération. Samer Fawzi Awartani, directeur de l'Hôpital Rafidia, avait été arrêté le 7 mai au pont Allenby alors qu'il revenait d'une conférence internationale sur la santé organisée au Royaume-Uni, réunion au cours de laquelle il avait parlé des conditions sanitaires difficiles qui prévalaient dans les territoires. Awartani a été libéré le mardi précédent sur ordre du commandant militaire de la Judée et de la Samarie, le colonel Ariel Peleg, qui deux semaines seulement auparavant avait pris une ordonnance de mise en détention préventive de trois mois le concernant. Le journal *The Guardian* avait annoncé à Londres l'arrestation d'Awartani en mai et avait dit que l'Ambassadeur britannique en Israël, Francis Cornish, avait demandé à Israël des précisions sur les raisons de cette arrestation. On lui a dit que les agents du service de sécurité avaient trouvé des traces de plastic sur Awartani au moment où il traversait le pont Allenby. Physicians for Human Rights et Moked ont mené une campagne pour sa libération. (*Ha'aretz*, 28 juin)

3. Incarcération et conditions d'incarcération

37. Le 22 août, il a été signalé que les administrations pénitentiaires israéliennes empêchaient les avocats palestiniens de faire leur travail. En vertu de nouvelles directives, entrées en application quelque deux mois auparavant, les avocats palestiniens ne sont pas autorisés à entrer dans les prisons israéliennes pour y rencontrer leurs clients, même lorsqu'ils sont dûment habilités. L'Association pour les droits civils en Israël et le Comité public contre la torture ont engagé des procédures dans le but de saisir la Haute Cour de justice. Mais le Service des prisons a affirmé : « Ces directives ne sont pas nouvelles. Ce dispositif a été adopté par le Parquet général en 1988 ». Au début du mois, l'avocat Khaled Quzmar, du bureau palestinien de Défense des enfants-International, avait été empêché de rencontrer deux de ses clientes, deux jeunes filles palestiniennes (Sanaa Amar et Souad Ghazala), à la prison Neveh Terse, à Ramle. Il avait pourtant présenté les documents requis. Le mois précédent, l'avocate Hana Khatib, du Comité public contre la torture en Israël, avait été empêchée de rencontrer des personnes détenues pour des raisons de sécurité au Carré russe, à Jérusalem. L'organisation s'était plainte de cette politique dans une lettre adressée aux Ministères de la sécurité publique et de la justice, ainsi qu'au Procureur général, soulignant que la majorité des détenus palestiniens étaient représentés par des avocats palestiniens qu'ils connaissaient personnellement ou qui avaient été mandatés par les familles, qui plaçaient en eux une grande confiance. « Empêcher un détenu de rencontrer son défenseur constitue une violation grossière du droit fondamental de choisir son avocat », était-il écrit dans la lettre. (*Ha'aretz*, 22 août)

4. Question de l'utilisation de la force

38. Le 3 mai, on a appris qu'un jeune Palestinien avait été tué et 15 autres blessés au cours d'une violente fusillade avec des soldats postés à la sortie de Rafah la veille au matin. La victime a été identifiée : il s'agissait de Mahmoud Akel, âgé de 17 ans. Les soldats participaient à une opération de rasage de plusieurs structures et de nivelage de terrains dans des secteurs où les Palestiniens avaient mené des attaques, d'après des sources israéliennes. Les Forces de défense israéliennes ont nié que l'opération ait eu lieu dans une zone sous seul contrôle palestinien comme l'affirmaient les autorités palestiniennes. D'après une déclaration du porte-parole de ces forces, l'opération avait été menée en réponse à l'escalade de la violence et à la poursuite des attaques contre les soldats en poste le long de la frontière égyptienne et s'était produite un jour après que les Palestiniens eurent posé trois bombes et lancé plus de 20 grenades sur des soldats en faction dans le secteur. Il convient de noter que les activités menées par le génie avaient eu lieu dans une zone « rose », à savoir une zone désignée dans l'Accord d'Oslo comme abritant des installations dont Israël assurait seul la sécurité et le contrôle civil, toujours d'après la même déclaration. Si l'on en croit des témoins palestiniens, les Palestiniens avaient tiré des missiles antichar et ouvert le feu sur les soldats au moment où les bulldozers de l'armée étaient en train de retourner des terres cultivées et de raser des serres. Parallèlement, il a été annoncé que le chef des services généraux de renseignements palestiniens cisjordaniens, Tawfiq Tirawi, avait annoncé la veille à la radio palestinienne que ses services avaient identifié les Israéliens impliqués dans le passage à tabac d'un travailleur palestinien d'Akraba qui avait été attaqué par la foule à Netanya après l'explosion d'une bombe deux mois auparavant. D'après Tirawi, comme la police israélienne n'avait toujours arrêté personne dans cette affaire, les forces de sécurité palestiniennes avaient décidé de rechercher les coupables et de les traduire en justice. La victime, Salah Dirye gravement blessé à la tête, avait dû passer près de deux mois à

l'hôpital. La police disait manquer de preuves pour pouvoir arrêter les auteurs présumés de l'attaque alors que ceux-ci accordaient des interviews aux journaux. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 3 mai)

39. Le 6 mai, des sources israéliennes haut placées ont fait savoir que l'attaque lancée la veille au soir contre le siège des services généraux de renseignements de l'Autorité palestinienne à Jéricho visait le directeur des services de renseignements cisjordaniens, Tawfiq Tirawi. D'après les mêmes sources, Tirawi était visé parce qu'il avait organisé des activités terroristes dans toute la Cisjordanie. Les Palestiniens ont déclaré que les missiles des Forces de défense israéliennes avaient fait au moins huit blessés, dont deux graves, et sérieusement endommagé les locaux des services de renseignements de Jéricho. Huit des 10 préfabriqués du complexe avaient été endommagés lors du bombardement, de même que quatre véhicules. Accusant Israël de se servir de missiles sol-sol, Tirawi avait établi un parallèle entre le bombardement en question et les déclarations récentes d'Ariel Sharon concernant le maintien de la mainmise israélienne sur la vallée du Jourdain. Par ailleurs, il a été annoncé que des soldats des Forces de défense israéliennes avaient tué un combattant islamique du jihad la veille au matin à Kfar Artas, près de Bethléem, d'après des médecins et des témoins palestiniens. Ces derniers avaient déclaré que des tireurs embusqués de l'armée israélienne avaient tiré de loin à plus de 20 reprises sur Ahmed Halil Ismail, 34 ans. Ismail se trouvait à côté du restaurant de son frère, à environ 150 mètres de sa maison de Kfar Artas, lorsqu'il avait été abattu par des tireurs embusqués sur la colline d'en face. Sa nièce de 3 ans aurait également été blessée. Les résidents de Kfar Artas ont déclaré qu'un commando spécial israélien posté sur une colline proche était responsable. Le lieu en question était sous contrôle palestinien. Le porte-parole des Forces de défense israéliennes a nié qu'un incident inhabituel se soit produit dans le secteur. Par ailleurs, la nuit précédente, un haut responsable du Hamas et trois hommes du Fatah avaient été gravement blessés dans une explosion à Qabatiya, près de Jénin. Le membre du Hamas, Nassar Jerar, gravement blessé, avait perdu un bras et une jambe; les autres avaient été brûlés et reçu d'autres blessures. Les résidents de Qabatiya ont incriminé les Forces de défense israéliennes dans les tirs d'artillerie qui avaient provoqué l'explosion. Certaines sources palestiniennes affirmaient toutefois que l'explosion était due au déclenchement intempestif d'engins explosifs appartenant aux victimes. Les forces de sécurité israéliennes recherchaient Jerar depuis un certain temps. Quelques mois auparavant, elles n'avaient pas réussi à l'arrêter alors qu'il se trouvait à Jénin. D'après des sources palestiniennes et israéliennes, les forces de sécurité israéliennes entendaient riposter ce vendredi-là à l'attaque au mortier lancée par les Palestiniens, en bombardant les locaux des services de sécurité de l'Autorité palestinienne à Beit Hanon. Les officiers des forces israéliennes ont indiqué que quatre obus avaient été tirés sur le lieu d'origine de l'attaque au mortier de Kfar Aza. Les résidents du camp de réfugiés d'Al Arub accusaient les soldats israéliens de s'être amusés à tirer sur sept chaudières installées sur le toit de maisons, le mercredi et le jeudi précédents. Les forces israéliennes ont affirmé que leurs soldats entendaient répondre ainsi aux attaques des Palestiniens qui avaient tiré les premiers. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 6 mai)

40. Le 6 mai, les forces israéliennes ont occupé les secteurs de Beit Jala pendant plusieurs heures après avoir essuyé des coups de feu provenant de plusieurs maisons du village palestinien situé à côté d'un barrage routier militaire israélien le long de la route du Tunnel. Au cours de l'opération israélienne, un Palestinien a été tué et une vingtaine blessés dont trois gravement. Au cours de leur opération, qui a duré huit heures, les forces de sécurité se sont emparées de deux maisons situées en contre-haut de la route et des coteaux est de Beit Jala et d'El Khader. L'opération comportait des risques pour les civils de la région et des sources militaires ayant assisté à la scène affirment que c'est un miracle qu'elle n'ait pas fait davantage de victimes. L'attaque des forces israéliennes a fait un mort, Mohammed Abiat, 45 ans, cousin de Hussein Abiat, assassiné par ces mêmes forces en novembre 2000, et une vingtaine de blessés dont un garçon, qui a perdu un bras, une fille, qui a été éborgnée et une femme de 60 ans. Lorsque les forces de sécurité israéliennes se sont emparées de la crête, les Palestiniens de Beit Jalat ont commencé à tirer sur les soldats israéliens postés sur les collines de Gilo, un quartier de Jérusalem. Les forces israéliennes ont riposté. Tout de suite après, le commandant des forces israéliennes en Cisjordanie, le général de brigade Benny Ganz a dit qu'en cas de menace à la sécurité, les commandants des forces israéliennes ne s'inquiétaient pas de savoir si la zone d'opérations se trouvait ou non sous contrôle palestinien. « C'est très simple : s'ils tirent, nous ripostons, a déclaré Ganz, je ne cherche pas à blesser

des civils ou à occuper la zone A; je veux rétablir le calme ». Le commandant a dit que le Tanzim, et les forces de sécurité palestiniennes, étaient responsables de l'attaque contre le barrage routier israélien. Les forces de sécurité israéliennes sont restées plusieurs heures sur la colline de Talita Kumi avant de se retirer dans les zones B et C. D'après des sources palestiniennes, Mohammed Abiat était un activiste du Fatah qui avait décidé, avec d'autres Palestiniens armés, de faire obstacle aux forces armées israéliennes qui s'approchaient de la zone sous contrôle palestinien. Deux de ses fils étaient détenus à la prison de Megiddo et il subvenait aux besoins de 10 personnes d'après les mêmes sources. Les résidents du quartier attaqué par les forces israéliennes ont déclaré au journal *Ha'aretz* qu'ils avaient vu les soldats israéliens céder du terrain plusieurs fois devant la résistance palestinienne. Un peu après 8 heures du matin, d'après les mêmes résidents, les chars ont commencé à bombarder la partie ouest du village sur laquelle sont tombés 16 obus qui ont fait d'importants dégâts. Du fait de l'intensité de l'attaque menée contre le village, les services de secouristes et pompiers palestiniens n'ont pas pu immédiatement venir en aide aux blessés ou atteindre les maisons en feu. D'épais nuages de fumée se sont dégagés qui ont obligé les résidents du village et de Bethléem à s'enfermer chez eux pendant et après l'opération sans savoir si les hostilités étaient ou non terminées. Le Ministre de la défense, Benjamin Ben-Eliezer, informé de l'attaque au moment où elle se déroulait a fait part de la nouvelle aux autres ministres qui tenaient une réunion au même moment. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 7 mai)

41. Le 7 mai, l'affrontement israélo-palestinien a fait sa plus jeune victime, un bébé palestinien de quatre mois tué au cours d'une opération des FDI contre le camp de réfugiés de Khan Younis, dans la bande de Gaza. Un obus israélien s'est écrasé dans la cour d'une maison située à proximité de la place du marché, tuant la petite Iman Hijo sur le coup. Sa mère Samia, 39 ans, sa grand-mère et trois autres enfants de la famille ont été grièvement blessés par des éclats. Trente projectiles sont tombés dans le camp pendant ce pilonnage, qui a duré près d'une heure. Les médecins palestiniens ont indiqué que l'une des victimes, Mahmoud Hijo, 18 mois, avait été hospitalisé dans une unité de soins intensifs et que l'offensive israélienne avait fait au total 24 blessés, dont 10 enfants. L'opération contre le camp de Khan Younis avait été déclenchée après que des activistes palestiniens eurent, aux dires des Israéliens, tiré quatre obus de mortier sur deux colonies juives sans faire de victimes, un incident démenti par les autorités palestiniennes. « C'est un événement tragique », a déclaré une porte-parole de l'armée israélienne en expliquant que les maisons du voisinage avaient été présumées vides, « mais nous ripostons aux tirs palestiniens. Nous sommes déterminés à protéger la vie de nos civils ». Les tirs étaient essentiellement dirigés contre un marché situé à quelques mètres à peine de la maison de la famille Hijo. Ils ont également décapité un immeuble de trois étages. Le Centre palestinien des droits de l'homme a fait savoir que l'école élémentaire El Halidiye avait été touchée par des éclats d'obus, qu'un enfant de 12 ans avait été grièvement blessé et que tous les élèves étaient traumatisés. Iman Hijo est à ce jour la plus jeune victime d'une vague de violence qui dure depuis huit mois, la deuxième étant Shalhevet Pass, le bébé israélien de 10 mois tué par un tireur palestinien à Hébron. On a appris par ailleurs qu'un agent du service de renseignements palestinien avait été tué par des tirs israéliens dans la localité de Samua, à côté d'Hébron et qu'un dénommé Hussein Abu-Tamas, 35 ans, avait trouvé la mort lors d'un échange de tirs à Tulkarm. De source palestinienne, on a fait savoir qu'un jeune homme de 25 ans, Moura Fayez al-Haroush, avait été tué lors d'un échange de tirs alors que les Palestiniens tentaient de s'opposer à une incursion israélienne aux abords sud de la bourgade. Un porte-parole de l'armée israélienne a démenti les informations de la presse étrangère selon lesquelles Tsahal aurait pénétré dans la zone A, comme elle l'avait fait à Beit Jala le dimanche précédent. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 8 mai)

42. On a appris que, le 8 mai, plusieurs Palestiniens avaient été blessés par des tirs israéliens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Des jeunes avaient caillassé un poste de l'armée israélienne proche de la colonie de Kfar Darom pour protester contre la mort, la veille, de la petite Iman Hijo et les soldats avaient tiré des balles en caoutchouc pour disperser les manifestants, faisant neuf blessés. Ce même jour, des dizaines d'étudiants de l'université de Bir Zeit qui manifestaient pour la même raison ont affronté l'armée israélienne à un barrage routier au nord de Ramallah. Selon les Palestiniens, les camps de réfugiés d'Aza et d'Aida, près de Bethléem, ont été pris toute la nuit du lundi sous les feux israéliens et ont subi d'importants dégâts matériels. De même source, on a indiqué que l'armée israélienne avait pénétré dans le village de Husan le lundi soir pour riposter au caillassage de ses véhicules par des

habitants. Pendant ce temps, les colons se seraient rassemblés aux abords du village et auraient agressé plusieurs personnes, blessant l'une d'entre elles. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 9 mai)

43. Le 9 mai, Shaul Mofaz, chef d'état-major de l'armée israélienne, a déclaré à Gaza devant un groupe d'officiers que l'opération qui avait causé la mort de la petite Iman Hijo était une riposte excessive aux tirs de mortier palestiniens qui avaient visé des colonies juives la semaine précédente. S'adressant aux tankistes ayant participé à l'assaut, le général Mofaz a évoqué les règles d'engagement de leur unité. Il est ressorti clairement de ses propos que, en cas d'attaque au mortier contre des positions israéliennes, les FDI devaient riposter en lançant des obus de char en direction de positions palestiniennes présélectionnées – celles d'où semblaient provenir les tirs. Le général a été informé par ses interlocuteurs que les blindés avaient tiré 25 obus, dont l'un avait tué le bébé palestinien. Sans critiquer ouvertement le régiment, il a clairement indiqué que, par rapport à ce qui s'était passé précédemment, la riposte était « exagérée ». (*Ha'aretz*, 10 mai)

44. Le 11 mai, Tsahal a intensifié son action, lançant une offensive aérienne, maritime et terrestre contre des cibles palestiniennes, notamment pour liquider une cellule de Tanzim soupçonnée de préparer des attaques au mortier contre des implantations juives de Cisjordanie. Un membre de la cellule a été tué à Djénine et deux officiers du renseignement palestinien qui stationnaient dans leur voiture ont été grièvement blessés De source militaire, on a appris que le militant tué était Mo'tassem al-Sabah, membre du Fatah et d'une cellule de Tanzim. L'aviation israélienne aurait apparemment tiré une première roquette sur le véhicule dans lequel il se trouvait avec deux autres personnes, ratant de peu sa cible. Les compagnons de Sabah auraient réussi à s'extraire à temps de la voiture, mais le militant, qui souffrait d'une vieille blessure à la jambe, aurait été plus lent et aurait été tué par une deuxième roquette. De source palestinienne, on a indiqué que le policier Alam Jaloudi, qui se trouvait à proximité, avait été touché à la tête par des éclats et qu'il était mort peu après son arrivée à l'hôpital. Les agences de presse ont fait état d'au moins 15 blessés parmi les passants. L'armée israélienne n'a pas souhaité faire de déclaration sur cette opération, mais les militaires ont fait savoir que les trois passagers du véhicule étaient des activistes de Tanzim, qu'ils avaient trempé dans des attentats contre les colonies de Kadim et Ganim et qu'ils préparaient d'autres attaques au mortier. Avant de lancer son opération, Tsahal avait déclaré que le groupe Force 17 et les Tanzim étaient des organisations « hostiles » et donc des cibles ennemies qui allaient être traitées comme telles. Les FDI ont également commencé à réoccuper les zones sous contrôle palestinien afin de « réduire au silence » les positions d'où l'on tirait sur des soldats ou des colonies israéliennes. On a appris par ailleurs que, le même jour, Hussam Tafesh, 16 ans, avait été tué d'une balle en pleine poitrine alors qu'il manifestait avec d'autres Palestiniens près du point de passage de Karni (bande de Gaza). Selon les Israéliens, les soldats avaient tenté sans succès de disperser les manifestants à coups de balles de caoutchouc et de gaz lacrymogènes, avant de tirer dans les jambes des manifestants. Le jeune Tafesh avait succombé à ses blessures dans un hôpital local. Il a été enterré le 12 mai à Gaza en présence de milliers de personnes. Ce soir-là, des coups de feu ont été tirés sur un poste des FDI proche de Gadid et sur un poste militaire de la frontière israélo-égyptienne. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 13 mai)

45. Le 14 mai, cinq policiers palestiniens du commissariat de Betuniya, près de Ramallah, ont été tués dans la nuit par des soldats israéliens. Selon les Israéliens, les soldats auraient tiré sur des policiers en faction à un barrage routier après avoir détecté des mouvements « suspects » de Palestiniens armés. Côté palestinien, on a affirmé que les policiers n'avaient jamais tiré sur les soldats et que certains avaient même été tués dans leur sommeil. Les cinq victimes étaient tous originaires de la bande de Gaza. Il s'agit de Ahmed Zaqut, 27 ans, du camp de réfugiés de Nusseirat, Salah Abu Amra, 32 ans, de Rafah, Mohammed Khaldi, 18 ans, du camp d'El Burej, Ahmed Abu Mustafa, 20 ans, de Khan Younis, et Mohammed Abu Dahood, également du camp d'El Burej. Par ailleurs, des soldats israéliens en faction au carrefour de Gush Katif ont tué un Palestinien qui leur avait lancé une grenade et avait tiré sur eux. Les Palestiniens ont affirmé que la victime était un chauffeur de taxi qui avait jeté un objet non identifié en direction des soldats, lesquels avaient riposté en ouvrant le feu, tuant l'homme et blessant six de ses passagers. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 15 mai)

46. Le 15 mai, la commémoration de la Nakba, la « catastrophe » de la création d'Israël, a été marquée

par de nombreux affrontements un peu partout en Cisjordanie et à Gaza. Le bilan de la journée a été de quatre morts et 110 blessés parmi les manifestants palestiniens. Abdel Shawad Shkadeh et Durham Shikhir ont été tués par des soldats israéliens au carrefour d'Ayosh, au nord de Ramallah. Deux gardes du corps du cheik Ahmed Yassin, chef spirituel du Hamas, ont été tués à Gaza lors d'une attaque au mortier contre le kibboutz de Kfar Aza, a-t-on appris de source israélienne. Il s'agirait de Wael Nassar, 33 ans et d'Abdel Hakim Maname, 35 ans. Ce 15 mai, des milliers de manifestants palestiniens ont défilé en brandissant des drapeaux palestiniens et des drapeaux noirs en signe de deuil, ont tiré sur des soldats et ont affronté les barrages à coups de pierres et de cocktails Molotov. On a appris par ailleurs que le général Shaul Mofaz, chef d'état-major de Tsahal, avait déclaré le même jour que l'opération de Beitunya, qui avait causé la mort des cinq policiers palestiniens, ne s'était pas déroulée « comme prévu ». Il avait annoncé l'ouverture d'une enquête, en précisant que, si des fautes avaient été commises, les FDI « n'auraient pas honte de les reconnaître ». Il s'exprimait devant la Commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, en réponse à la déclaration du chef du Meretz, Yossi Sarid, qui accusait l'armée d'avoir commis une lourde faute qui allait entraîner une escalade de la violence. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 16 mai)

47. Le 20 mai, a-t-on appris, des avions F-16 et des hélicoptères de combat ont largué des bombes sur la Cisjordanie et la bande de Gaza en représailles à l'attentat-suicide du vendredi 18 mai à Netanya. C'est la première fois que des avions de combat intervenaient dans les territoires depuis la guerre des six jours en 1967. Cette offensive a été vivement critiquée dans le monde arabe. Les Palestiniens ont fait état de 12 morts et de dizaines de blessés lors du raid aérien lancé pendant le week-end contre les locaux de la sécurité palestinienne de Ramallah, Tulkarm, Naplouse, Djénine et de la bande de Gaza (11 morts à Naplouse et un à Ramallah). Les frappes ont commencé le vendredi après-midi avec un raid de F-16 sur Naplouse, la plus grande ville de Cisjordanie. La prison et le quartier général du service de sécurité ont été entièrement détruits. Il y aurait eu au moins sept tués et 30 blessés dans les rangs du personnel pénitentiaire. Les frappes visaient clairement Mahmoud Abu Hannoud, « cerveau » présumé des attentats à la bombe du Hamas, dont les services du renseignement israéliens avaient appris qu'il était détenu à Naplouse. Selon le correspondant de l'Associated Press à Naplouse, Hannoud n'a été que légèrement blessé et a été transféré en lieu sûr. Le même vendredi après-midi, des hélicoptères israéliens ont tiré à la roquette sur le local de la Force 17 (l'unité d'élite de Yasser Arafat) à Ramallah, faisant une victime. Dans la soirée, des hélicoptères de combat ont attaqué une base de la Force 17 à Ansar, à l'est du camp de réfugiés de Jabaliya, ainsi que la base du commando naval et de la Force 17 à Sudaniya, à quelques centaines de mètres du bureau d'Arafat. Samedi après-midi, l'aviation a de nouveau frappé à Tulkarm et à Djénine, où la cible était le bâtiment de la Force 17 et du Renseignement général dirigé par Tawfik Tirawi. Selon les Palestiniens, le raid aérien sur Tulkarm visait les locaux des forces palestiniennes. On a indiqué de même source qu'une école avait également été touchée par une roquette et que 25 personnes, dont des élèves, avaient été blessées. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 20 mai)

48. Il a été rapporté que, le 22 mai, le chef de la sécurité préventive palestinienne en Cisjordanie, Jibril Rajoub, avait déclaré à une conférence de presse à Bitounia que le récent bombardement de sa maison était une tentative délibérée d'assassinat dirigée contre lui. Selon lui, cet incident s'inscrivait dans une série d'actions lancées par Israël quelques semaines auparavant pour « déstabiliser l'Autorité palestinienne » et les bombardements dépassaient sa propre personne, puisque les FDI s'en prenaient désormais à l'ensemble du peuple palestinien. Interrogé sur le point de savoir s'il y aurait des représailles contre le bombardement de sa maison, le colonel Rajoub a déclaré que la décision en la matière appartenait la direction politique de l'Autorité palestinienne, ajoutant que le Président Arafat était la clef de voûte de la stabilité du Moyen-Orient et que quiconque tentait de lui nuire risquait d'entraîner toute la région dans une spirale incontrôlable. (*Ha'aretz*, 23 mai)

49. Le 23 mai, a-t-on appris, les échanges de tirs continuaient à Gaza et Jérusalem malgré le cessez-le-feu unilatéral et limité décrété par le Premier Ministre Ariel Sharon et un Israélien a été tué à un faux barrage routier en Cisjordanie. Quelque 45 Palestiniens, dont 25 enfants âgés de moins de 8 ans, ont été blessés à Gaza lors d'un affrontement de trois heures et demie dans le camp de réfugiés de Rafah. Israéliens et Palestiniens se sont accusés mutuellement d'avoir ouvert le feu. Tsahal a déclaré que ses soldats avaient

été pris sous des tirs nourris et que les Palestiniens avaient lancé plusieurs grenades antichar, mais les témoins côté palestinien ont affirmé que les FDI avaient tiré sans raison sur le camp de réfugiés. Les médecins ont fait savoir que trois des 45 blessés, dont un garçon de 14 ans atteint au cou, étaient dans un état critique. Un obus a éclaté au sol près d'un petit groupe d'habitants et 10 personnes ont été blessées par des éclats, selon les Palestiniens. Israël a nié cette version des faits, arguant que le camp n'avait pas été touché pour la simple raison que les blindés n'avaient pas tiré. Le porte-parole du Gouvernement et Avi Pazner, conseiller d'Ariel Sharon, ont catégoriquement démenti les allégations palestiniennes selon lesquelles l'armée israélienne aurait fait plusieurs incursions dans les zones de Gaza sous contrôle palestinien. M. Pazner a affirmé qu'il n'y avait eu aucune incursion, hormis le fait que des techniciens civils protégés par les FDI avaient réparé la clôture électronique qui sépare Gaza d'Israël. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 24 mai)

50. Le 24 mai, selon les journaux, les FDI ont tué deux jeunes Palestiniens à Rafah, dans la bande de Gaza : Shadi Siyam, 18 ans, du quartier de réfugiés de Shabura, est mort près de la frontière égyptienne et Ala Al Buji, 15 ans, a été abattu devant la clôture qui sépare son quartier de Tel Al Sultan et la colonie de Rafah Yam. De source palestinienne, on a indiqué que, vers 15 heures, des Palestiniens armés avaient commencé à tirer sur les soldats en faction près de la clôture et qu'il s'en était suivi un échange de coups de feu. Le jeune Shadi Siyam, qui traînait souvent dans les parages, a été touché à la poitrine. Il était sourd et, selon ses voisins, il n'avait certainement pas entendu les bruits de tir. Deux heures et demie environ après cet incident, Ala Al Buji se trouvait en compagnie d'un autre adolescent dans les dunes qui s'étendent entre son quartier de Tel Al Sultan et la colonie de Rafah Yam, quand il a été mortellement atteint par des tirs provenant d'un blindé en faction près de l'implantation. Selon les habitants de Tel Al Sultan, les jeunes qui se promènent dans les dunes sont souvent pris pour cible. Dans la matinée, des chars israéliens positionnés près de Netazrim avaient bombardé Sheikh Ajlin, au sud-est de Gaza. Selon Tsahal, c'est de là que provenaient les tirs de mortier dirigés contre Netzarim. Après cette offensive, des blindés et des bulldozers avaient pénétré dans cette zone sous contrôle de la sécurité palestinienne, arraché des vignes et des clôtures et fermé la route côtière entre Gaza et Deir al Ballah. Les FDI ont renforcé le bouclage des localités de la zone à la suite du meurtre, le mercredi, d'Ahser Iluz, un habitant de Modi'in tué dans une embuscade palestinienne près d'Ariel. Selon des sources palestiniennes, les colons ont incendié des oliveraies dans un des villages. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 25 mai)

51. Le 28 mai, selon des sources palestiniennes, les FDI ont pénétré dans la bande de Gaza près de la position de Karni. Deux chars, un véhicule blindé et deux bulldozers ont détruit des champs et des oliveraies appartenant apparemment à Muhammed Daloul. Un porte-parole de l'armée a déclaré qu'il avait fallu arracher des oliviers pour réparer la clôture qui sépare Israël et les zones palestiniennes et dégager le champ de tir des soldats servant les positions israéliennes. Les Palestiniens ont fait savoir que, malgré le cessez-le-feu unilatéral décrété par Israël, les Israéliens avaient poursuivi les hostilités et qu'ils avaient recensé 45 incidents dans lesquels des Palestiniens avaient été pris pour cible par des soldats israéliens ou des colons. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 29 mai)

52. Le 28 mai, un rapport de B'Tselem, le Centre israélien d'information sur les droits de l'homme dans les territoires occupés, a révélé que les cas de brutalités et de sévices de l'armée israélienne et de la police des frontières à l'encontre de Palestiniens avaient considérablement augmenté dans les huit mois précédents. Les correspondants de B'Tselem sur le terrain ont interrogé des dizaines de Palestiniens. Leur rapport, intitulé « Torture de routine », fait le récit détaillé d'un certain nombre de passages à tabac : 12 par le service de sécurité générale (SSG), 5 par la police des frontières et 7 par les FDI. Les victimes sont 23 Palestiniens et parmi eux il y a 11 mineurs. Dans leur rapport, les auteurs ont fait observer que de nombreux autres incidents du même genre n'avaient pas été signalés, et cela pour plusieurs raisons, à commencer par la conviction, partagée par de nombreux Palestiniens, que les autorités israéliennes ne donneraient pas suite. Les FDI et la police des frontières ont récusé l'accusation selon laquelle les plaintes contre l'armée et la police ne feraient jamais l'objet d'enquêtes approfondies. Le Ministère de la justice a fait savoir que cinq plaintes pour violence visant la police des frontières étaient en cours d'instruction. En ce qui concerne les sept cas mettant en cause l'armée, trois des dossiers auraient été transmis aux enquêteurs de la police militaire et le

commandement central étudiait encore les suites à donner aux quatre autres. La plus jeune victime de ces exactions, selon B'Tselem, est un enfant de 3 ans de la localité d'Hawara, frappé par des soldats dans les bras de son père, et qui a eu le bras cassé. La plus âgée est un chauffeur de taxi de 58 ans, qui a raconté comment des policiers des frontières s'en étaient pris à lui et à un de ses passagers et l'avaient roué de coups de poing et de pied pendant plus d'une demi-heure près du poste de contrôle d'al Hader, à la périphérie de Jérusalem. Le rapport relate en détail le cas de M. R, 14 ans, qui vit dans le camp de réfugiés de Jelazoune, à cinq kilomètres de Ramallah. Le 17 avril dans l'après-midi, le jeune homme revenait de Ramallah quand il aurait été interpellé par trois soldats israéliens en faction près d'un char. Interrogé sur la raison de sa présence, il aurait répondu qu'il se promenait, parce qu'il aimait la marche à pied. « C'est alors qu'un soldat m'a giflé et qu'un autre m'a donné un coup de crosse dans le dos », a-t-il raconté aux enquêteurs. « Le troisième a commencé à me lancer des coups de pied dans les jambes ». Il aurait alors tenté de s'enfuir, mais avait trébuché sur pierre et serait tombé, sur quoi les soldats l'auraient copieusement battu. L'un aurait utilisé un tuyau en caoutchouc noir. (*Ha'aretz*, 29 mai)

53. Le 10 juin, trois Palestiniennes ont été tuées par un obus de char des FDI dans la bande de Gaza, et quatre autres ont été blessées, dont deux gravement. Les FDI ont déclaré avoir ouvert une enquête. Les officiers ont affirmé ne pas être encore en mesure de dire pourquoi l'obus, qui visait des hommes armés palestiniens, avait touché la tente des trois victimes, à savoir Hikhmet Atallah Malalha (17 ans), Salmiya Amar Malalha (65 ans) et Nasra Salef Hafez Malalha (55 ans). Les trois femmes ont trouvé la mort peu de temps après minuit dans la nuit de samedi à dimanche, alors que les FDI et des hommes armés palestiniens échangeaient des coups de feu. D'après l'enquête préliminaire de l'armée, les Palestiniens avaient tiré sur des positions avancées des FDI dans les colonies de Netzarim et au carrefour du même nom, ainsi que sur un char israélien situé non loin de là. Ce dernier a riposté, tirant sur deux silhouettes apparemment armées, qui semblaient s'enfuir des lieux. Toutefois, les trois obus ont manqué leur cible, et l'un d'entre eux a frappé la tente qui abritait les Malalhas, famille de Bédouins palestiniens. La tente est située dans les faubourgs de la ville de Gaza, à plus d'un kilomètre de Netzarim. Les FDI ont déclaré que les soldats « [avaient] ouvert le feu sur l'endroit d'où provenaient les tirs ». Selon des sources palestiniennes, les obus contenaient des dizaines de fléchettes d'acier qui en augmentaient la portée, ce qui a été confirmé par les officiers des FDI. Israël avait souvent recouru à ce type d'obus au Liban. Un médecin palestinien a en outre accusé les FDI d'avoir empêché les ambulances d'arriver jusqu'aux blessés. Le dirigeant de l'opposition et député du parti Meretz, Yossi Sarid, a demandé au Ministre de la défense Benyamin Ben-Eliezer des explications sur l'incident. « Nous avons mille fois mis en garde contre l'utilisation aveugle d'obus de chars, qui sont souvent à l'origine du décès de civils innocents, et nous savons que les responsables gouvernementaux et du Ministère de la défense sont du même avis », a-t-il dit. « Malgré cela, une fois encore, un obus a été tiré, et une fois encore, des femmes ont été tuées ». Il a ajouté que les enquêtes des FDI sur ce type d'incident étaient souvent incomplètes et que dans le cas présent, il demandait une enquête approfondie. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 11 juin)

54. Le 11 juin, un militant du jihad islamique a été gravement blessé suite à l'explosion de sa voiture à Tulkarem. Selon des sources palestiniennes, l'explosion a eu lieu quand Imad Abu-Diab, 25 ans, avait ouvert la portière de sa voiture pour y prendre place. Un passant palestinien a également été légèrement blessé par l'explosion. L'Autorité palestinienne et le jihad islamique ont l'un comme l'autre accusé Israël d'avoir posé la bombe pour assassiner Abu-Diab. Le porte-parole des FDI s'est « refusé à tout commentaire » quant à l'implication d'Israël dans cet attentat. À peine une semaine plus tôt, un autre Palestinien, Ashraf Bardawil, avait été tué dans l'explosion de sa voiture, non loin de Tulkarem aussi. D'après le Service général de sécurité, Bardawil était lui aussi un militant du jihad, bien que l'Autorité palestinienne affirme qu'il était un membre du Fatah. Les FDI ont nié toute implication dans cet incident, avançant que Bardawil était manifestement décédé des suites d'un « accident du travail ». Toutefois, il semble que les FDI tentent actuellement d'élaborer une nouvelle politique de flou délibéré, consistant à refuser de confirmer ou de nier leur participation à ce type d'incident. Bien que les FDI aient, dans une large mesure, interrompu les assassinats ciblés depuis que le Premier Ministre Ariel Sharon a proclamé un cessez-le-feu, le Cabinet a donné à l'armée l'autorisation d'entreprendre de telles opérations si elles sont nécessaires pour prévenir un attentat terroriste imminent. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 12 juin)

55. Le 13 juin, il a été rapporté qu'une enquête sur la mort de trois femmes palestiniennes – intervenue, selon des sources militaires, après qu'un char israélien eut tiré sur leur tente à Gaza dans la nuit du samedi à dimanche soir – avait révélé de graves dysfonctionnements dans les opérations militaires menées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. « Il s'agit d'une malencontreuse faute professionnelle grave », ont indiqué sans ambages les sources. Il est fort probable que des mesures disciplinaires seront prises contre les commandants d'unité impliqués dans l'incident, bien qu'il se pourrait que seuls des officiers subalternes soient punis. Le Ministre de la défense Benyamin Ben-Eliezer et le chef d'état-major Shaul Mofaz ont reçu un rapport initial sur l'incident de la part du commandant de la région Sud, le général de division Doron Almog, lors d'une réunion de haut niveau qui s'est déroulée hier après-midi. Les trois femmes palestiniennes avaient été tuées et trois autres, de la même famille, avaient été blessées peu après minuit, le samedi, lors d'une fusillade qui avait opposé les FDI à des hommes armés palestiniens. Immédiatement après l'incident, l'armée s'était refusée à tout commentaire sur l'incident ou encore à en assumer la responsabilité, se contentant de dire qu'une enquête était en cours. Le Premier Ministre Ariel Sharon a toutefois exprimé lundi son chagrin face à la mort de ces trois femmes innocentes. Le porte-parole des FDI a, par ailleurs, confirmé les informations publiées lundi dans le quotidien en hébreu *Ha'aretz*, selon lesquelles l'armée utilisait des munitions à fléchettes dans la bande de Gaza. Les FDI ont insisté sur le fait que l'utilisation de ce type de projectile était légale, mais un responsable palestinien a fait valoir que les conventions internationales en interdisaient l'emploi. Les FDI avaient déjà eu recours à ce type de munition contre les cellules du Hezbollah dans la zone de sécurité au Liban. L'efficacité de ces projectiles est considérée optimale dans les vastes étendues, où la dispersion de centaines de minuscules flèches de métal accroît le rayon d'action des armes utilisées. Toutefois, le recours à ce type d'armement, qui disperse les flèches autour de la cible plutôt que de la frapper en plein coeur, est bien plus problématique à Gaza, zone densément peuplée. (*Ha'aretz*, 13 juin)

56. On a appris que, dans la nuit du 13 juin, un Palestinien d'Hébron avait été tué et trois autres légèrement blessés près de Mishor Adumim, quand leur camion avait été la cible de coups de feu provenant d'un véhicule conduit par des hommes non identifiés. Les autorités palestiniennes ont accusé les colons d'être responsables de la fusillade. Le Conseil des colons juifs en Cisjordanie et dans la bande de Gaza a fait la déclaration suivante peu de temps après l'agression : « Un crime est un crime, et si cet acte a été perpétré par un Juif, nous le condamnons et demandons que justice soit faite ». (*Jerusalem Post*, 14 juin)

57. Le 17 juin, il a été rapporté que six militants pour la paix s'apprêtaient à porter plainte auprès du Département des enquêtes internes de la police israélienne, reprochant à la police d'avoir commis des brutalités lors d'une manifestation non violente rassemblant des Israéliens et des Palestiniens au village de Kafr al-Khader le vendredi. La police aurait cassé le bras de l'un des plaignants. La manifestation avait été organisée pour protester contre l'établissement sans autorisation par les colons d'un avant-poste sur des terres appartenant à des habitants du village. D'après un porte-parole de Gush Shalom, les violences dont avaient été victimes les manifestants s'expliquaient par le fait que la police avait été envoyée pour protéger les colons qui, bien qu'ayant installé illégalement des caravanes sur ces terres, ne faisaient même pas l'objet de poursuites. L'organisation a fait savoir que les militants entendent porter plainte contre la police pour brutalités et recours à des gaz lacrymogènes et à des balles en caoutchouc pour disperser une manifestation non violente et légitime. (*Ha'aretz*, 17 juin)

58. Le 17 juin, un petit garçon palestinien de 12 ans est tombé sous les balles des FDI près de Gush Katif, dans la bande de Gaza. L'enfant, Murad Ali Abu-Sweish, du camp de réfugiés de Khan Younis, a été touché pendant que l'armée dispersait une manifestation près du lieu-dit de Tufah, entre Neveh Dekalim et le camp de réfugiés. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 18 juin)

59. On a appris que le 20 juin, au poste de contrôle de Kiryat Sefer, situé dans la région de Modi'in en Cisjordanie, un Palestinien avait été abattu par une patrouille des FDI parce qu'il aurait refusé d'obtempérer lorsque les FDI l'ont empêché de franchir la Ligne verte. Les FDI ont déclaré qu'une enquête était en cours. À propos d'autres incidents survenus en Cisjordanie et à Gaza, il a été rapporté qu'à la suite du meurtre d'un colon juif par des Palestiniens la veille, des colons s'étaient livrés à des actes de violence aveugle dans les villages palestiniens de la région, saccageant des biens sur leur passage et

frappant des passants. D'après la chaîne de radio, La voix de la Palestine, le meurtre de ce colon a eu pour effet une vague d'attaques perpétrée par des groupes d'autodéfense juifs contre des villages des régions de Ramallah, Naplouse et Tulkarem, et est à l'origine de l'assaut contre Silat a-Dahar, localité où le colon avait été tué. Quelques heures seulement après le meurtre, des colons ont saccagé des maisons dans les villages de Bazariye et Burka et ont frappé des piétons. Les FDI ont dit ne rien savoir sur l'action desdits groupes et que la question relevait de la police. D'après des sources palestiniennes, les groupes d'autodéfense seraient protégés par l'armée. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 21 juin)

60. Le 24 juin, un militant du Fatah recherché par les forces israéliennes avait trouvé la mort dans l'explosion d'une cabine téléphonique dans la ville de Naplouse en Cisjordanie, dans ce qui semblait constituer un retour à la politique d'élimination des principaux militants palestiniens. Les FDI se sont refusées à tout commentaire sur l'incident, et le Cabinet du Premier Ministre n'a ni confirmé ni infirmé l'information, se contentant de dire qu'Israël se réservait la possibilité d'exercer son droit de légitime défense. Les chefs du Fatah ont déclaré que l'assassinat mettait un terme au cessez-le-feu. D'autre part, le dénommé Osama Jawabreh, 29 ans, était décédé le matin dans l'explosion qui s'était produite dans le centre de Naplouse, où il vivait. Deux enfants palestiniens, frère et soeur âgés de 2 et 4 ans, qui se trouvaient près de la cabine téléphonique, avaient été blessés par des éclats d'obus et avaient été hospitalisés à Naplouse. Les circonstances de l'incident sont quasiment identiques à celles de l'explosion qui avait tué en avril dernier Iyad Hardan, chef de la faction militaire du jihad islamique en Cisjordanie qui avait, lui aussi, trouvé la mort dans l'explosion d'une cabine téléphonique. On a estimé qu'il s'agissait d'un assassinat, bien qu'Israël ne l'ait jamais reconnu. Plusieurs spécialistes des explosifs faisant partie d'organisations palestiniennes avaient également été tués au cours de l'année précédente. D'après des chiffres fournis par l'Autorité palestinienne, une trentaine de personnalités de premier plan ont été tuées depuis le début de l'Intifada en septembre 2000. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 25 juin)

61. Le 1er juillet, il a été signalé qu'au moins 13 Palestiniens avaient été blessés dans des incidents survenus en Cisjordanie et à Gaza, au cours du week-end précédent. Un des Palestiniens était dans un état grave. Selon des sources israéliennes, cinq Palestiniens, dont la plupart faisaient apparemment partie d'une unité qui tirait au mortier, avaient été blessés par l'explosion d'un obus. Israël dément les propos des Palestiniens selon lesquels ils auraient été frappés par le tir d'un char israélien. Plusieurs manifestations de grande ampleur se sont déroulées dans les territoires occupés le vendredi après-midi. Au carrefour d'Ayosh, au nord de Ramallah, des soldats israéliens ont tiré des balles en caoutchouc sur des manifestants. Huit manifestants ont été blessés, dont un grièvement. Par ailleurs, un policier égyptien, Sayed al-Ghareeb Ahmed, était décédé deux jours plus tôt près du poste frontière de Rafah. Les autorités égyptiennes ont dit qu'il avait été tué par une balle perdue alors que des soldats israéliens tiraient sur des manifestants palestiniens; des FDI ont déclaré pour leur part que des soldats avaient trouvé le corps près du poste de Nitzana et l'avaient remis aux responsables égyptiens. Il a été indiqué que des responsables israéliens et égyptiens menaient conjointement une enquête sur l'incident. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 1er juillet)

62. Le 2 juillet, il a été signalé que deux Palestiniens, un militant du Hamas et un policier, avaient été tués la veille à l'aube pendant un échange de coups de feu avec une unité des Golani près de Djénine. D'après des responsables de l'armée israélienne, les deux Palestiniens étaient sur le point de poser des bombes sur les routes avoisinantes empruntées par des soldats et des civils israéliens. Bassam Abu Sharif, un conseiller du Président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, a affirmé que des soldats avaient tendu une embuscade à une patrouille de la police palestinienne qui surveillait la zone afin de s'assurer que les Palestiniens ne tiraient pas sur des cibles israéliennes. Il a accusé Israël d'exacerber intentionnellement la situation, afin d'empêcher l'application du plan Mitchell. Un troisième Palestinien, âgé de 15 ans et résidant à Gaza, est également décédé le 1er juillet, succombant à ses blessures suite à des affrontements avec les forces des FDI quelques jours auparavant. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 2 juillet)

63. Le 3 juillet, des Palestiniens ont juré de venger la mort de trois militants palestiniens – Mohammed Besharat, Sameh Abu Hameish et Walid Beshart – tués, peu avant minuit le 1er juillet dans leur voiture, par un missile tiré d'un hélicoptère de combat israélien, alors

qu'ils se trouvaient près de Djénine. Le Premier Ministre israélien, Ariel Sharon, a déclaré qu'Israël avait le droit de se défendre. Le Président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a déclaré que cet incident constituait une grave violation du cessez-le-feu et a appelé la communauté internationale à condamner cet incident et à déployer des forces internationales afin de protéger les Palestiniens. Abdel Ahmed Rahman, membre de l'Autorité palestinienne, a demandé la convocation immédiate d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Le Gouverneur de Djénine, Zuher Manasra, a déclaré sur Radio Israël que l'attaque « aurait des répercussions négatives sur le peuple palestinien – toutes les victimes ont des amis, de la famille et des liens avec des organisations politiques qui voudront venger leur mort ». (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 3 juillet)

64. Le 4 juillet, un des principaux militants du Fatah a été légèrement blessé à Hébron dans une fusillade qui était, d'après les Palestiniens, une tentative d'assassinat par des agents secrets israéliens. Des témoins palestiniens ont déclaré que des hommes habillés en civil avaient ouvert le feu sur Hazem Falah Natche, 27 ans, avec des fusils d'assaut M-16 et l'avaient touché à l'abdomen, dans une des rues près de Police Square dans le centre d'Hébron. Les FDI ont déclaré qu'elles ignoraient tout de cette fusillade. L'attaque a été perpétrée après l'adoption par le cabinet de sécurité israélien d'une politique « de défense active » envers les militants palestiniens afin de prévenir les actes d'hostilité. Le Ministre de la défense, Benyamin Ben-Eliezer, a déclaré qu'Israël continuerait de chercher à prévenir les actes d'hostilité, étant donné que les Palestiniens ne faisaient rien pour mettre fin à la terreur. Il a ajouté que les actions menées par l'armée étaient destinées à donner aux citoyens un sentiment de sécurité. Un responsable palestinien a déclaré que la décision du cabinet israélien d'« assassiner » les militants palestiniens montrait qu'Israël n'avait pas l'intention de respecter le cessez-le-feu négocié par les États-Unis en vue de mettre un terme à neuf mois de violence. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 5 juillet)

65. Dans la nuit du 4 au 5 juillet, un Palestinien a été tué dans une fusillade avec l'armée, près de la colonie de Psagot. Des Palestiniens ont déclaré que Nasser Abed, âgé de 39 ans, avait reçu une balle dans la poitrine alors qu'il jouait au football près de la colonie. Selon des sources israéliennes, la violence avait éclaté après que des Palestiniens eurent tiré sur des soldats dans la colonie et sur une jeep des FDI qui se trouvait aux alentours. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 6 juillet)

66. Le 8 juillet, des soldats israéliens se trouvant dans la bande de Gaza ont tué par balle un enfant de 11 ans, Khalil Mughrabi, tandis qu'à Hébron six résidents palestiniens avaient été blessés dans des affrontements, dont un garçon de 5 ans souffrant de légères blessures. L'armée israélienne aurait arrêté une douzaine de Palestiniens et imposé un couvre-feu dans le centre d'Hébron. Lors d'un autre incident survenu deux jours plus tôt, des soldats en civil des FDI avaient, selon des Palestiniens, tiré sur un militant du Fatah, le blessant grièvement. La victime, Sharif Omer, 22 ans, a été emmenée à l'hôpital Alia d'Hébron pour être soignée. C'était la deuxième fois qu'un membre important du Tanzim était victime de tirs dans des circonstances mystérieuses à Hébron au cours de la semaine. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 8 juillet)

67. Le 8 juillet, des troupes en civil et en uniforme des FDI ont arrêté un militant recherché du Hamas dans la partie d'Hébron sous contrôle palestinien, faisant dire aux Palestiniens qu'il aurait été « enlevé ». Les sources militaires ont démenti le fait qu'il y aurait une nouvelle politique consistant à enlever les militants au lieu de les supprimer et ont ajouté que cette arrestation faisait partie de l'effort général visant à prévenir les actes d'hostilité. Selon des témoins, les troupes en civil se trouvaient dans une fourgonnette portant des plaques d'immatriculation israéliennes jaunes qui était entrée dans la partie palestinienne de la ville près du carrefour de Zechuchit et qui a soudainement bloqué une voiture conduite par un membre du Hamas, Ayoub Sharawi, 38 ans. Les hommes en civil, accompagnés de soldats en uniforme, ont sorti leurs armes et encerclé le véhicule dont ils ont sorti M. Sharawi, laissant sa femme, Sadiyeh, et leurs enfants. D'après sa femme, trois hommes en civil ont sauté de la fourgonnette en criant « Sortez! Sortez! », et essayé d'extirper son mari de la voiture alors qu'il s'agrippait au volant tandis qu'elle s'accrochait à lui et que les enfants assis sur le siège arrière criaient. Ils ont ensuite cassé le pare-brise et ont tiré son mari de la voiture. Les FDI n'ont fait aucun commentaire sur cet incident, mais des sources militaires ont insisté sur le fait que l'arrestation, dont il a été confirmé qu'elle avait eu lieu dans le secteur A sous contrôle palestinien, avait pour but de prévenir les actes d'hostilité du Hamas et qu'elle avait été menée à bien par des soldats en uniforme. Par ailleurs, des

Palestiniens à Rafah ont enterré Khalil Ibrahim al-Mugrabi, 11 ans, qui avait reçu une balle dans la tête le samedi précédent près d'une zone où se trouvaient des militants palestiniens et des soldats israéliens. Depuis le début de l'Intifada, il y a près de 10 mois, 510 Palestiniens et 120 Israéliens ont été tués. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 9 juillet)

68. Le 11 juillet, les FDI ont présenté leurs excuses après qu'une Palestinienne a été tuée par des soldats dans le sud de la Cisjordanie. L'enquête initiale a révélé que la fusillade avait été une erreur tragique. La police militaire a commencé à enquêter sur l'incident le jour même. Les soldats impliqués ont déclaré qu'ils avaient ouvert le feu sur une fourgonnette dans laquelle se trouvaient huit Palestiniennes après que cette dernière eut forcé un barrage des FDI et refusé de s'arrêter. Les FDI ont déclaré que l'enquête initiale avait révélé que les soldats avaient agi conformément aux ordres. Cependant, le conducteur, un Bédouin qui conduisait ses passagères de Dehariya dans le Néguev pour y travailler a déclaré qu'il n'avait jamais vu ni le barrage, ni les soldats. La victime, Rasmia Jabarin, 38 ans, a été mortellement blessée à la tête et est décédée sans avoir pu être soignée. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 12 juillet)

69. Le 12 juillet, des chars des FDI sont entrés dans le territoire palestinien près de Naplouse et ont pilonné deux postes de police, tuant un policier palestinien, en représailles de l'embuscade tendue à une voiture qui avait blessé trois membres d'une famille de la colonie de Bracha, en Cisjordanie. Dans un autre incident, une vingtaine de colons se sont rendus sur le marché d'Hébron et au carrefour de Zechuchit et ont attaqué des Palestiniens. La police a séparé les deux parties, mais plus d'une centaine de voitures étaient déjà endommagées et des magasins palestiniens étaient en flammes. Les Palestiniens ont dit que neuf personnes avaient été blessées par balles dans les affrontements, mais les FDI ont déclaré n'avoir connaissance que d'un seul blessé. Le pilonnage des postes de police a fait un mort, Mohammed Abu Fayyad, 22 ans, membre des services secrets palestiniens, et sept blessés, dont un garçon de 12 ans. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 13 juillet)

70. Le 13 juillet, des soldats des FDI, appuyés par des chars et des véhicules blindés de transport de troupes, ont attaqué près d'Hébron des positions de la Force 17, la garde présidentielle palestinienne, se trouvant à quelques centaines de mètres à l'intérieur du territoire sous contrôle palestinien, détruisant à l'aide de missiles antichar et d'obus cinq positions et un dépôt d'armes et blessant trois membres de la Force 17 avant de se retirer. Selon des sources palestiniennes, environ 20 Palestiniens auraient été blessés, dont deux grièvement, dans ce qu'elles ont décrit comme étant le pilonnage le plus violent perpétré par les FDI à Hébron depuis le début de l'Intifada à l'automne dernier. Le pilonnage a détruit plusieurs générateurs, coupant l'électricité dans de nombreux quartiers. Les résidents palestiniens de la vieille ville d'Hébron, qui sont environ 20 000, ont été placés sous couvre-feu. Ils ont déclaré qu'environ 400 colons juifs présents dans la zone avaient profité de ce couvre-feu pour détruire des voitures et des maisons appartenant à des Palestiniens. Dans un autre incident, un membre du Hamas, Fawwaz Badran, 27 ans, a été tué dans le centre de Tulkarem dans l'explosion de sa voiture au moment où il s'apprêtait à y monter. Des responsables de l'Autorité palestinienne ont accusé Israël de l'avoir assassiné, mais le porte-parole des FDI a refusé de faire tout commentaire sur cet incident. En outre, près de la colonie de Nissanit à Gaza, des soldats des FDI se sont lancés à la poursuite de trois Palestiniens qui auraient posé des mines. Un des membres du groupe a lancé une grenade sur les soldats qui s'approchaient. Ceux-ci, appuyés par des chars, ont riposté, tuant A'ataf Tabash. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 15 juillet)

71. Le 15 juillet, une unité militaire israélienne a enlevé un militant du jihad islamique sur le territoire contrôlé par l'Autorité palestinienne près de Bethléem. Le porte-parole de l'armée a refusé de formuler tout commentaire sur cette opération. Mahmud Juma Hamdan, 44 ans, a été arrêté dans le village d'A-Rahma, au sud de Bethléem, dans le secteur A, sous le contrôle total de l'Autorité palestinienne par des forces israéliennes, vraisemblablement composées de membres du Service général de sécurité et de soldats des FDI. Hamdan n'est pas le seul militant palestinien appréhendé au cours des derniers mois. Des enquêtes récemment menées par le SGS ont révélé qu'un certain nombre de membres du Fatah avaient peut-être participé à des activités hostiles contre Israël, et certains de ces militants ont été arrêtés. L'enlèvement susmentionné était le deuxième en une semaine. Le premier avait concerné un haut responsable de la branche militaire du Hamas enlevé près d'Hébron sur le territoire sous le contrôle de l'Autorité palestinienne. Par ailleurs, selon des sources palestiniennes, 20 Palestiniens auraient été blessés plus ou moins gravement par des tirs des FDI dans la zone d'Hébron.

La radio « Voix de Palestine » a déclaré que trois des personnes concernées avaient été blessées par des colons juifs du quartier Avraham Avinu de la ville. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 16 juillet)

72. Le 16 juillet, des chars des FDI ont tiré sur les bureaux du Service de renseignements généraux palestinien à Djénine. Plus tôt dans la journée, un char israélien était entré dans le secteur palestinien d'Hébron où de violents combats l'avaient opposé à des tireurs palestiniens. C'était la première fois depuis le retrait israélien négocié par l'ancien Premier Ministre, Benjamin Netanyahu, que des forces israéliennes pénétraient aussi loin dans un secteur palestinien. Ce raid a été organisé en représailles à des tirs palestiniens sur des postes de l'armée israélienne et sur une colonie juive à Hébron, dans la nuit du dimanche. Neuf Palestiniens ont été blessés et quatre postes de police de la Force 17 à Hébron ont été détruits. Selon des témoins, plus tard dans la journée, un char israélien et quatre véhicules militaires ont pénétré sur le territoire palestinien à la périphérie de Tulkarem et ont tiré trois obus sur un point de contrôle palestinien abandonné. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 17 juillet)

73. Le 19 juillet, trois Palestiniens, dont un bébé, ont été tués par balle sur une route en Cisjordanie, près d'Hébron. Un groupe extrémiste juif se qualifiant de « Comité de sécurité routière » a revendiqué l'attaque. Les trois morts, Mohammed Salameh Etnizi, 22 ans, Mohammed Hilmy Etnizi, 20 ans, et Amira Wael Etnizi, âgée de deux mois et demi, et les quatre blessés, étaient tous de la même famille. Les quatre blessés, dont une petite fille de quatre mois, Ruwan, sa mère Samar, 22 ans, et Najib, 16 ans, qui venait de se marier la semaine précédente avec Mohammed Salameh, ont été soignés à l'hôpital d'Hébron. Le soir même, le Cabinet du Premier Ministre a condamné cet attentat qui s'était produit à proximité du village d'Idna, à l'ouest d'Hébron, sur la route de Tarqumiya. Toutes les victimes habitaient à Idna. Selon Akram Etnizi, un parent des victimes, la voiture des tireurs était garée sur le bord de la route et ces derniers ont tiré sur la voiture palestinienne au moment où elle passait. Selon d'autres témoins, au moins un homme s'est approché de la voiture et a tiré dessus. Selon la police, la voiture des colons se serait alors dirigée vers l'ouest, traversant sans s'arrêter un poste de contrôle de l'armée, apparemment dans la direction de Kiryat Gat. La police a lancé des recherches dans la zone, mais n'a pas trouvé la voiture. Le groupe a déclaré avoir crevé les pneus de 40 voitures palestiniennes, agressé au moins quatre Palestiniens et fait sauter un magasin palestinien à Hébron avec une bouteille de gaz, depuis le début de l'année. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 20 juillet)

74. Le 23 juillet, il a été rapporté qu'un Palestinien de 48 ans avait été tué la veille peu après minuit par des tirs des FDI à proximité de Netzarim à Gaza. D'après des sources palestiniennes, Yihye Subhi Day avait été tué soit chez lui soit près de son domicile dans le village de Murarka. Les FDI, ont, elles, affirmé que le samedi soir vers 22 heures des Palestiniens avaient ouvert le feu sur un poste des FDI près de Netzarim. L'équipage d'un char des FDI avait alors repéré deux silhouettes suspectes et ouvert le feu à la mitrailleuse et lancé des grenades dans leur direction. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 23 juillet)

75. Le 23 juillet, après la capture spectaculaire, dans le centre de Haïfa, d'une personne qui s'apprêtait à commettre un attentat-suicide, les forces de sécurité ont réussi à retrouver les deux complices du suspect. Le premier a été arrêté près du kibboutz Mizra, dans la vallée de Jezreel, et le second, Mustafa Yusef Muhammad Yassin, 28 ans, a été abattu à l'ouest de Djénine par la police des frontières. Ces trois personnes seraient membres d'un groupe du jihad islamique basé à Djénine. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 24 juillet)

76. Le 26 juillet, il a été rapporté qu'un groupe de diplomates occidentaux voyageant de Jérusalem à Ramallah avaient affirmé avoir vu les troupes israéliennes tirer à balles réelles, près de Jérusalem, sur un groupe d'enfants qui jetaient des pierres, bien que ces enfants soient trop éloignés des soldats pour représenter une menace. D'après les diplomates, des coups de feu ont été tirés alors que de nombreux véhicules civils passaient devant les enfants. Les diplomates pensent que l'un des enfants a été blessé car peu après la fusillade, les enfants se sont regroupés autour de l'un des leurs. Le convoi des diplomates a été ralenti près du camp de réfugiés de Qalandia par un barrage routier des FDI installé à environ 200 mètres de l'entrée du camp. L'un des diplomates a indiqué à *Ha'aretz* que les enfants se cachaient derrière des poubelles et jetaient des pierres sur un poste d'observation des FDI situé près du terrain d'aviation Atarot. Il a ajouté que les soldats, perchés en haut de leur mirador, étaient bien protégés mais que l'un d'eux

avait néanmoins ouvert le feu sur les enfants. Les diplomates sont convaincus qu'il s'agissait de balles réelles. Le diplomate a dit avoir vu un deuxième soldat de la tour d'observation applaudir et lever les mains en signe de victoire après que son collègue eut tiré sur les enfants. Selon d'autres sources, Israël avait admis, le même jour un peu plus tôt, avoir assassiné un haut responsable du Hamas à Naplouse et une unité clandestine avait pénétré dans Qalqiliya et enlevé deux Palestiniens qui figuraient sur la liste des personnes les plus recherchées par Israël. Il s'agissait d'un membre du Front populaire de libération de la Palestine et d'un membre de la milice Tanzim. Des témoins palestiniens ont affirmé avoir vu quatre roquettes frapper une voiture rouge conduite par Salah Darwazi, 37 ans, près du camp de réfugiés d'Al-Ayn, à proximité de Naplouse. Les FDI ont revendiqué cette attaque. Au cours des dernières semaines, Israël a assassiné plusieurs militants du jihad islamique et du Hamas. La majorité des opérations visaient des membres de leurs bureaux au nord de la Cisjordanie ainsi qu'à proximité de Naplouse et de Djénine. (*Ha'aretz*, 26 juillet)

77. Le 28 juillet, plusieurs affrontements violents ont eu lieu. C'est ainsi que des hélicoptères israéliens ont attaqué un atelier présumé de munitions près de Khan Younis dans la bande de Gaza et qu'un policier palestinien a été grièvement blessé lors d'un échange de coups de feu près d'Hébron. D'après les FDI, l'attaque susmentionnée, menée en représailles au tir de trois obus de mortier, dans la nuit du vendredi, contre la colonie juive de Gadid située à proximité, a permis de détruire un atelier de métallurgie où des mortiers étaient fabriqués. « Les hélicoptères de l'armée de l'air ont attaqué un bâtiment utilisé pour fabriquer des armes », a déclaré l'armée dans un communiqué. D'après des sources palestiniennes, un autre incident s'est produit en Cisjordanie : le commandant des forces de sécurité palestiniennes dans le village de Beni Naim, Omar Abd-al-Aziz, a été blessé à la tête par un tireur israélien. Il a reçu les premiers soins à l'hôpital Alia à Hébron avant d'être transféré à l'hôpital Hadassah à Ein Kerem. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 29 juillet)

78. Le 28 juillet, il a été signalé que l'organisation de défense des droits de l'homme B'Tselem avait publié un communiqué accusant 12 soldats du bataillon Shimshon d'avoir, la semaine précédente, brutalisé et humilié les chauffeurs et les passagers de deux taxis palestiniens sur la route reliant Samoa à Hébron. D'après B'Tselem, qui a publié le témoignage de quatre des victimes présumées, les soldats ont arrêté les taxis, ordonné aux chauffeurs et aux passagers d'en sortir, les ont frappés, ont saccagé les véhicules, volé de l'argent et obligé les Palestiniens à se frapper mutuellement s'ils voulaient avoir la vie sauve. D'après B'Tselem, l'incident a eu lieu le 23 juillet à midi. L'un des chauffeurs de taxi, Khaled Mershed Rawashdeh, 36 ans, a dit qu'au moment où il passait à la hauteur d'une jeep de l'armée, l'un des quatre soldats debout près de la jeep l'avait sifflé pour qu'il s'arrête. Ces soldats et quatre autres soldats d'une deuxième jeep avaient ordonné aux passagers de descendre du taxi et commencé à frapper les hommes. Rawashdeh affirme que les soldats lui ont ordonné de monter dans son taxi et de le lancer à pleine vitesse contre un mur en pierre afin de l'endommager. Ensuite, ils ont crevé les pneus, tailladé les housses des sièges et brisé les vitres. Pendant ce temps, les soldats ont arrêté un deuxième taxi et quatre autres soldats les ont rejoints. Ils ont ordonné aux hommes de descendre du véhicule et ont commencé à les frapper. Ensuite, ils ont mis en rang les neuf Palestiniens et leur ont ordonné de se frapper mutuellement. « Ils ont menacé de tirer sur quiconque refuserait de s'exécuter et ont ajouté que celui qui voulait devenir un martyr n'avait qu'à désobéir », a déclaré Rawashdeh. « Nous avons donc commencé à nous donner des coups de poing à la tête et au visage. Celui qui n'appuyait pas ses coups était tabassé par les soldats jusqu'à ce qu'il frappe son partenaire plus fort. Cela a duré une dizaine de minutes. Ils ont dit à l'un des hommes, Abdel Muttaleb Mahareeq, de nous frapper les uns après les autres. Il a refusé. Les soldats l'ont alors menacé de l'abattre sur-le-champ. Les autres hommes lui ont demandé de les frapper. Le jeune homme a alors commencé, en larmes, à leur donner des coups de poing à la tête et au visage. Il essayait de retenir ses coups mais l'un des soldats lui a placé son fusil sur la tempe et lui a dit de nous frapper plus fort ». D'après le rapport de B'Tselem, les sévices se sont poursuivis pendant deux heures. Le porte-parole des FDI a confirmé que « les soldats avaient eu un comportement agressif » à l'égard des occupants des taxis et a admis qu'ils avaient crevé les pneus des taxis et obligé les passagers à se frapper les uns les autres. Il a ajouté que l'armée n'avait pas connaissance du vol d'argent dans les taxis ni de l'ordre donné à un chauffeur palestinien d'endommager sa voiture en la jetant contre un mur. Après une enquête initiale, l'armée a demandé à la police militaire

d'enquêter sur l'incident. Les résultats de cette enquête seront communiqués au Procureur général aux forces armées. (*Ha'aretz*, 28 juillet; *Jerusalem Post*, 31 juillet)

79. Le 29 juillet – 10 mois exactement après les affrontements dramatiques qui avaient déclenché l'Intifada d'Al-Aqsa –, la police a investi le mont du Temple après que des pierres eurent été jetées sur les Juifs qui priaient devant le Mur occidental. Cette fois-ci, personne n'est mort mais des dizaines de personnes, dont 19 policiers, ont été blessées. La police a arrêté une trentaine de Palestiniens soupçonnés d'avoir participé aux émeutes. Comme les années précédentes, les Fidèles du mont du Temple, un groupe marginal qui cherche à rétablir la présence juive sur le mont du Temple, se sont réunis à Tisha B'Av pour poser symboliquement la première pierre du troisième Temple. Alors que l'Intifada en était à son dixième mois, ce rituel accompli tous les ans par quelques dizaines de fanatiques vieillissants a, cette année encore, attiré l'attention de l'opinion mondiale. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 30 juillet)

80. Le 30 juillet, des hélicoptères de combat israéliens ont tiré plusieurs missiles sur le quartier général de la police palestinienne civile à Gaza, blessant sept policiers et détruisant ce que les forces de sécurité ont décrit comme étant un atelier de fabrication d'obus de mortier. La police palestinienne civile ou la police « bleue » à Gaza est placée sous le commandement du général Razi Jabali. D'après les Palestiniens, quatre hélicoptères ont survolé la zone et ont tiré cinq missiles dont trois seulement ont explosé. Plus tôt dans la journée, une explosion avait tué six Palestiniens, membres du Fatah, près de Djénine. D'après les sources israéliennes, ces six personnes étaient en train de préparer une voiture piégée dans un hangar lorsque celle-ci a explosé. Les Palestiniens ont rejeté cette version des faits et ont imputé à Israël la mort des six personnes. Les responsables palestiniens ont accusé Israël d'avoir assassiné ces hommes qui, selon eux, figuraient sur la liste des hommes les plus recherchés par Israël. D'après les services de renseignements israéliens, trois des Palestiniens étaient membres de l'organisation de renseignement militaire de Musa Arafat, et étaient recherchés par Israël pour leur rôle dans l'attentat à la bombe dans un bus de Tel Aviv l'année précédente. Les Israéliens étaient également convaincus qu'ils étaient impliqués dans deux attentats à la bombe commis ces derniers mois. « Une explosion dont on ignore la cause exacte s'est produite. Six personnes ont été tuées et deux autres blessées », a indiqué à des journalistes le Gouverneur adjoint de Djénine, Haidar Irshid. « Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'explosion », a-t-il ajouté. Un peu plus tôt, des responsables de la sûreté palestinienne avaient affirmé que ces hommes avaient été tués par des obus tirés depuis la colonie d'Elon Moreh, qui se trouve à environ 25 kilomètres de Djénine. Un cameraman travaillant pour Reuter, qui se trouvait à Djénine plusieurs heures après l'explosion, a dit qu'il n'y avait pas trace d'obus de char sur les lieux. La Vice-Ministre de la défense, Dalia Rabin-Pelossof, a affirmé à la radio de l'armée que « les agresseurs qui essaient de fabriquer des engins explosifs … ont commis récemment de nombreuses erreurs … et ils le paient de leur vie ». (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 31 juillet)

81. Le 2 août, il a été signalé qu'un Palestinien de 35 ans avait été tué la veille à Hébron par des tirs des FDI. Mohammed Sharabati a été abattu lors d'une violente manifestation qui a éclaté à l'issue d'un simulacre d'obsèques organisé dans la ville en l'honneur des huit Palestiniens tués le mardi à Naplouse. D'autres simulacres d'obsèques ont été organisés dans d'autres villes des territoires. Parfois, des jeunes se sont approchés près des positions de l'armée et ont lancé des pierres. Des incidents armés ont été signalés dans la région de Tulkarem, au nord de Ramallah, après que des centaines de manifestants eurent lancé des pierres sur un poste militaire pour protester contre la fermeture de la route qui relie Ramallah aux villages situés plus au nord. Selon le service de presse palestinien, huit Palestiniens auraient été blessés. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 2 août)

82. Le 3 août, les FDI ont tué un Palestinien soupçonné d'appartenir à un groupuscule qui avait posé un certain nombre de bombes le long de la route qui dessert la colonie Mont-Ebal, près de Naplouse. Six autres membres du groupe ont été blessés. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 3 août)

83. Le 4 août, il a été signalé qu'Israël avait tenté d'assassiner un activiste palestinien influent à Ramallah. Muhanad Dirya (Abou Halaweh) – membre de la Force 17 et un des principaux collaborateurs du chef des Tanzims en Cisjordanie, Marwan Barghouti – a été légèrement blessé dans l'attaque. Des sources palestiniennes ont rapporté que la veille, aux environs de 15 heures, deux missiles avaient été tirés depuis la

colonie de Psagot sur une voiture à bord de laquelle se trouvait Abou Halaweh, 22 ans. Le premier missile aurait manqué sa cible, ce qui aurait laissé à Abou Halaweh le temps de s'enfuir avant la destruction du véhicule par le second missile. Barghouti s'est rendu au chevet d'Abou Halaweh, dans un hôpital de Ramallah, et a accusé Israël d'avoir délibérément tenté de lui ôter la vie. Des sources proches des forces de sécurité israéliennes ont confirmé cet acte, mais ont précisé que leur cible était Abou Halaweh et non Barghouti. Par ailleurs, il a été rapporté qu'un garçon palestinien de 4 ans, Madjid Djilad, avait été grièvement blessé le vendredi soir par des tirs provenant d'un véhicule militaire blindé de transport de troupes. Selon des sources palestiniennes, l'enfant était avec son grand-père dans une voiture qui se dirigeait vers Tulkarem. Le bureau du porte-parole a indiqué que les militaires, postés à un barrage improvisé, avaient ouvert le feu sur le bas de la voiture, qui roulait à vive allure et mettait les soldats en danger. Il a ajouté que le conducteur du véhicule avait refusé d'obéir à l'ordre de s'arrêter. Toutefois, selon des sources palestiniennes, le grand-père du garçon aurait ralenti, ce qui n'aurait pas empêché les soldats d'ouvrir le feu. L'enfant a reçu les premiers soins au camp de réfugiés d'Anabta, avant d'être transféré à l'hôpital de Tel Hashomer. Le même jour, à Dura, au sud d'Hébron, les FDI ont tiré trois obus de char sur des édifices appartenant aux forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, en réaction aux coups de feu tirés sans arrêt sur les soldats dans la région. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 5 août)

84. Le 6 août, il a été signalé que les services israéliens de la défense avaient publié une liste de sept terroristes palestiniens que l'Autorité palestinienne refusait d'arrêter malgré les demandes israéliennes. La publication de cette liste de noms faisait suite à l'assassinat, la veille, d'Omar Mansour Hassan al-Madiri, activiste du Hamas de Tulkarem. La liste a été publiée sous la forme d'un communiqué de presse du Ministère de la défense. Israël a souvent justifié le fait d'abattre des activistes palestiniens recherchés par le refus de l'Autorité palestinienne de les arrêter. Al-Madiri, 26 ans, a été tué la veille aux environs de 16 h 30, lorsqu'un hélicoptère des FDI a tiré trois missiles sur sa voiture. Trois passants palestiniens ont été légèrement blessés. Le Hamas, le Fatah et l'Autorité palestinienne ont dénoncé cet acte, exigeant une intervention internationale pour protéger les Palestiniens et accusant les États-Unis de donner à Israël le feu vert pour « commettre ses crimes ». Avec al-Madiri, c'était en une semaine la troisième fois qu'Israël assassinait ou tentait d'assassiner des activistes, après Jamal Mansour et Jamal Salim, du Hamas, tués le mardi précédent, et la tentative avortée d'assassinat de Muhanad Dirya, de la Force 17, le samedi. Des sources militaires ont affirmé qu'avec al-Madiri, Israël avait supprimé les principaux activistes armés du Hamas à Tulkarem et Naplouse. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 6 août)

85. Le 6 août, il a été signalé que, selon diverses sources, des Palestiniens de la région de Baka al Garbiyeh auraient rapporté au correspondant de *Ha'aretz* qu'en deux mois, les gardes frontière maltraitaient les ouvriers palestiniens pris à la frontière entre Israël et la Cisjordanie, les transportant dans leurs jeeps jusqu'à un bosquet situé près du kibboutz Metsar, au nord de Baka al Garbiyeh, et les rouant de coups. Les gardes frontière agissent le plus souvent de la façon suivante : ils arrêtent quelques personnes et contrôlent leurs cartes d'identité. Puis la plupart des personnes sont relâchées et deux ou trois sont emmenées en jeep à travers champs jusqu'à Metsar. Au cours des deux derniers mois écoulés, au moins cinq Palestiniens dont les noms sont connus du quotidien *Ha'aretz* ont ainsi été passés à tabac. Les mêmes sources ont rapporté que parfois, les gardes frontière se contentaient d'importuner leurs victimes, leur donnant un ou deux coups et les obligeant à maudire Yasser Arafat. La porte-parole de la police des frontières, Liat Perl, a dit que l'affaire soulevée par *Ha'aretz* avait été portée devant l'unité du Ministère de la justice chargée des enquêtes de police. Si les faits étaient confirmés, les mesures nécessaires seraient prises. (*Ha'aretz*, 6 août)

86. Le 7 août, il a été signalé que dans la semaine, les FDI avaient assoupli les règles d'engagement applicables aux militaires servant dans les territoires occupés. Les nouvelles règles autorisent une réaction plus vive en cas de tirs dirigés contre des militaires ou des civils israéliens. Elles marquent pratiquement un retour à la situation qui prévalait avant les recommandations Tenet. Les FDI ont indiqué que la décision d'assouplir ces règles avait été prise en réaction à la multiplication des incidents violents dans les territoires, particulièrement depuis une semaine. Peu après le début de l'Intifada, de nouvelles règles d'engagement avaient été adoptées, sous le nom de code « Lilas bleu » par le bureau du Procureur général aux forces armées. Conformément aux nouvelles

règles, les commandants sur le théâtre des opérations étaient totalement libres de décider du moment d'ouvrir le feu sur des Palestiniens qu'ils considéraient comme une source de danger pour les militaires et les civils israéliens. Les règles en vigueur avaient été modifiées à plusieurs reprises dans divers secteurs et les moyens militaires mis à la disposition des soldats avaient progressivement été renforcés. Or, au cours de la semaine, les règles portant le nom de code « Lilas bleu » ont été officiellement réintroduites. En vertu de ces nouvelles règles, dans certains secteurs (dont le choix est laissé à l'appréciation des généraux), les militaires sont désormais autorisés à ouvrir le feu sur tout Palestinien portant une arme dans des circonstances permettant de soupçonner que l'intéressé combat les FDI ou fait partie d'une unité palestinienne opérant contre les FDI. En réaction à des tirs provenant d'une source non identifiée, les soldats sont autorisés à riposter immédiatement dans un but de dissuasion. (*Ha'aretz*, 7 août)

87. Le 7 août, des contradictions troublantes étaient apparues entre les différentes versions de l'incident qui, le dimanche soir, avait coûté la vie à Mahdi Abd al-Fatah Mizayed, 25 ans, résident du village d'Anabta. Les FDI ont rapporté que Mizayed avait été abattu d'une balle dans la tête par des soldats qui avaient ouvert le feu sur des Palestiniens qui étaient en train de poser une bombe à un carrefour, près du village de Ramin, à l'est de Tulkarem, en Cisjordanie. Un autre Palestinien aurait été blessé, mais serait parvenu à prendre la fuite. Or, après avoir examiné le corps, le directeur de l'hôpital de Tulkarem, le docteur Ahmad Abou Bakar, a réfuté cette version. Selon lui, Mizayed aurait eu le crâne fracassé et ne serait pas décédé des suites des blessures par balle retrouvées sur son corps. La veille, l'agence Reuter a rapporté les propos de témoins oculaires qui auraient vu quatre soldats poursuivant Mizayed. Les témoins ont affirmé que les soldats avaient rattrapé Mizayed et l'avaient frappé, lui donnant des coups de crosse sur la tête jusqu'à ce qu'il ne bouge plus. Un porte-parole des FDI a rejeté cette version des faits. Il a déclaré que Mizayed avait reçu une balle dans la tête et qu'un médecin militaire avait constaté le décès sur les lieux de l'incident. Il a ajouté que les soldats du génie avaient confirmé que Mizayed était en train de poser une bombe dans le secteur. (*Ha'aretz*, 7 août)

88. Le 10 août, il a été signalé que des bombardiers de combat et des chars israéliens avaient pilonné des bâtiments appartenant aux forces de sécurité palestiniennes, en représailles contre l'attentat-suicide commis la veille dans un restaurant du centre de Jérusalem et qui avait fait 15 morts et des dizaines de blessés. L'attaque israélienne n'aurait pas fait de victimes, les bâtiments ayant été évacués dès l'annonce de l'attentat terroriste. En tout début de matinée, toujours en réaction à ce même attentat, les forces de sécurité israéliennes ont lancé plusieurs attaques contre des bureaux palestiniens à Jérusalem et, en particulier, contre la Maison de l'Orient, symbole de la présence palestinienne dans la ville. L'opération, qui s'est étendue jusqu'au village d'Abou Dis, n'a pas fait de blessés. Les frappes contre les objectifs palestiniens ont commencé alors que le Cabinet était encore en train d'étudier la riposte israélienne à l'attentat-suicide. Selon des sources israéliennes, deux chasseurs F-16 ont survolé des objectifs situés à Ramallah pendant plusieurs minutes. Le principal objectif visé était le siège de la police, qui a été très endommagé. Deux bombes d'une tonne chacune ont été larguées sur l'objectif de Ramallah. Le jeudi soir, des chars israéliens sont entrés en secteur palestinien près de la jonction de Karni et ont détruit un certain nombre de positions stratégiques palestiniennes. Les chars se sont retirés après avoir achevé l'opération. Au cours d'un autre incident, deux Palestiniens, Muhammed Saka, 20 ans, et Maher Afaneh, 27 ans, ont été tués près de la jonction de Karni, dans la bande de Gaza, lorsque des militaires ont ouvert le feu sur des manifestants. Les deux hommes, blessés par balle, sont décédés à l'hôpital. Selon des sources palestiniennes, six autres personnes ont été blessées lors de l'affrontement. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 12 août)

89. Il a été signalé que, le 12 août, une fillette palestinienne de 9 ans avait été tuée à Hébron au cours d'un échange de tirs. Selon des sources israéliennes, des Palestiniens ont tiré sur une position des FDI située à proximité du quartier juif de la ville. Les soldats ont riposté, blessant une fillette de 9 ans qui se tenait devant sa maison. Au cours d'un autre incident, les militaires ont rasé un bâtiment palestinien de deux étages situé près de la jonction de Gush Katif. Les FDI ont affirmé qu'en début de matinée, des Palestiniens avaient tiré depuis ce bâtiment sur un véhicule militaire près du passage de Kissufim. L'armée a indiqué que cette mesure était nécessaire pour garantir la sécurité des civils et des militaires israéliens circulant sur les routes qui desservent les communautés juives de la région. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 13 août)

90. Le 15 août, les membres d'une unité d'infiltration, apparemment dissimulés dans une camionnette, ont abattu à l'arme automatique un des principaux dirigeants de la branche armée du Fatah. L'homme était connu sous le nom de Imad Abou Sneineh et était âgé de 25 ans. Des témoins palestiniens ont affirmé qu'Abou Sneineh avait été abattu aux environs de 7 h 40 sur la ligne de démarcation entre les secteurs palestinien et israélien de la ville, alors qu'il descendait de sa voiture, devant son domicile. Ils ont affirmé que les militaires israéliens l'attendaient dans une camionnette bleue et blanche en stationnement. Lorsqu'il est arrivé, rien n'a été fait pour tenter de l'appréhender et il a été tout simplement abattu d'une rafale d'arme automatique. Touché à la tête, à la poitrine, au ventre et aux jambes, il serait mort sur le coup. Des sources proches des services de sécurité ont indiqué que l'opération avait été menée conjointement par des unités d'élite de l'armée et de la police. Elles ont confirmé qu'aucune interpellation n'avait été tentée. Abou Sneineh était marié et père de trois enfants. Les magasins et les bureaux palestiniens de la ville ont été fermés, en signe de protestation contre son assassinat. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 16 août)

91. Le 17 août, un Palestinien a été tué et 10 autres blessés lors d'une opération menée par les FDI en secteur palestinien, près de Khan Younis, dans la bande de Gaza. Des sources palestiniennes ont indiqué que trois des blessés étaient grièvement atteints. Au cours des incidents qui se sont produits le lendemain, deux nourrissons palestiniens âgés de 3 et 6 mois ont été grièvement blessés par des tirs des FDI. Le premier a reçu une balle dans la tête lorsque la voiture dans laquelle il circulait a été prise sous le feu des militaires près de la jonction d'al-Tufah, au sud de Khan Younis. Le second a été blessé près de Naplouse, lorsque les FDI ont ouvert le feu sur un véhicule qui tentait d'éviter un barrage routier. Des sources palestiniennes ont fait savoir que l'enfant était dans un état désespéré. Dans un autre contexte, des sources palestiniennes ont rapporté qu'un activiste du Hamas, Mouhammed Abd al-Rahman Shadid, 25 ans, habitant du village d'Ilar, au nord de Tulkarem, avait été enlevé en secteur A (secteur sous contrôle israélien total) le vendredi par des soldats israéliens. Les sources militaires israéliennes se sont refusées à tout commentaire. Dans un autre contexte, Ahmed Bisharat, activiste influent du Fatah habitant le village de Tamoun, près de Djénine, a été blessé par balle à l'épaule et à la jambe par des « hommes armés et masqués » à en croire des sources palestiniennes. Selon les Palestiniens, il s'agissait d'une nouvelle tentative israélienne destinée à assassiner un activiste palestinien. Environ six semaines plus tôt, l'aviation israélienne avait abattu un autre résident du village, Mouhammed Bisharat, activiste impliqué dans des opérations du Hamas et du jihad islamique. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 19 août)

92. Le 22 août, Israël a échoué dans une tentative visant à assassiner Adnan al-Ghoul, qui serait le principal artificier du Hamas. La frappe des forces aériennes israéliennes contre Al-Ghoul a tué son fils Bilal, âgé de 20 ans, et gravement blessé Sa'id al-Arbid, un autre Palestinien recherché. Des sources palestiniennes ont indiqué que des hélicoptères israéliens avaient tiré quatre missiles sur deux voitures qui roulaient dans une vallée au nord du camp de réfugiés El Bureij dans le centre de la bande de Gaza. Selon les sources, les deux voitures ont été touchées mais Adnan al-Ghoul a pu s'échapper sain et sauf. Le convoi de deux voitures transportait également un deuxième responsable de haut rang du Hamas, Mohammed Def, qui en est également sorti indemne. Dans un incident séparé, on a appris qu'une unité de commando Egoz a tendu une embuscade sur la route menant au mont Eibal qui surplombe Naplouse et a tué cinq Palestiniens juste après minuit. L'armée israélienne prétend que tous les cinq se préparaient à faire sauter la route qui était essentiellement utilisée par les troupes des FDI pour se rendre à leur base située au sommet de la montagne. Les Palestiniens ont dit que quatre des cinq hommes n'étaient pas armés et avaient été tués alors qu'ils tentaient de récupérer le corps d'un homme faisant partie d'un groupe de trois militants qui essayaient de miner la route. Un autre incident dans la même zone a coûté la vie à un passant de 14 ans au cours d'un échange de coups de feu entre des Palestiniens armés et des soldats des FDI près du mont Grizim. Entre-temps, selon les responsables palestiniens de la police et des services médicaux, les soldats israéliens ont tiré deux missiles sol-sol contre un poste de police palestinien près du camp de réfugiés de Khan Yunis dans la bande de Gaza, blessant légèrement sept policiers. Un porte-parole de la police a dit que le poste appartenait à la police civile palestinienne. L'armée a dit que la frappe était en représailles à une attaque au mortier lancée contre les colonies de Gush Katif, et que deux attaques de ce type avaient été lancées le jour précédent. Mais le chef des forces de sécurité nationale palestinien Abdel-Razek al-Majaydeh a nié que des obus de mortier avaient été

tirés récemment et a qualifié de « totalement fausses » les allégations israéliennes. Dans un autre incident à Rafah, un policier palestinien a été tué quand il est entré dans une maison qui avait été occupée quelques heures auparavant par des soldats des FDI. Le policier était entré dans la maison pour enquêter sur les informations faisant état de l'occupation et a été abattu par les soldats qui se trouvaient à l'intérieur. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 23 août)

93. Le 23 août, il a été signalé que quatre soldats de la brigade Shimshon avaient été traduits la veille devant le tribunal militaire de la région sud, car ils étaient accusés d'avoir maltraité des résidents palestiniens du sud d'Hébron. Les quatre hommes étaient accusés d'avoir frappé et humilié leurs victimes, de leur avoir lancé des pierres et d'avoir vandalisé leurs voitures. L'incident du 23 août initialement signalé par B'Tselem, l'organisation de défense des droits de l'homme, concernait des résidents du village de Samoa, au sud d'Hébron. Ces derniers ont rapporté que les soldats les avaient arrêtés parce que deux chauffeurs de taxi avaient emprunté une route interdite aux Palestiniens. Selon les chefs d'accusation, les soldats ont fait descendre les passagers des taxis près du village de Hirbat Karame, les ont giflés, ont frappé l'un des Palestiniens au visage à coups de casque et ont donné des coups de pied à tous les passagers. Puis ils ont obligé les Palestiniens à se tenir près d'un mur et à se frapper les uns les autres. Ils ont également brisé les vitres et tailladé les pneus des taxis. Les infractions citées dans les chefs d'accusation étaient notamment les suivantes : voies de fait, extorsion de biens, actes délibérés de vandalisme, coups et blessures volontaires, entrave à l'action de la justice et conduite indigne d'un soldat. Cette affaire était la plus grave affaire de ce type dont la justice ait eu à connaître depuis le début du soulèvement palestinien, en septembre 2000, et c'était aussi la première fois que les FDI engageaient des poursuites pénales contre des soldats. Dans le même temps, la radio israélienne a rapporté qu'un Palestinien de Tel-Sheva s'était plaint à la police, affirmant que deux soldats de la brigade Shimshon l'avaient arrêté alors qu'il était en voiture au sud d'Hébron. Le plaignant a affirmé avoir été frappé, menotté, menacé d'une arme et humilié pendant plusieurs heures. Il a en outre indiqué que les soldats l'avaient obligé à se tenir debout, en plein soleil et sans eau au barrage de Shema. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 23 août)

94. Il a été signalé que, le 23 août, une tentative israélienne d'assassinat d'un des principaux activistes palestiniens dans les territoires avait échoué. Djihad Miseemy, membre influent du Fatah à Naplouse, n'a été que légèrement blessé aux jambes lorsque des hélicoptères des FDI ont ouvert le feu sur sa voiture. Sabar Miseemy, un membre de sa famille qui lui servait également de garde du corps, a été légèrement blessé aux yeux par des éclats. Miseemy, 43 ans, était activement recherché par Israël depuis quatre ans. Il était colonel dans la police civile de Naplouse. Par ailleurs, il a été signalé qu'un jeune Palestinien de 13 ans avait été tué par des militaires israéliens à Khan Younis, au cours d'une journée particulièrement agitée dans toute la bande de Gaza. Des sources israéliennes ont affirmé que Mohammed Zurub avait été tué par balle alors qu'un groupe de jeunes Palestiniens, dont il faisait partie, lançait des pierres sur un poste des FDI. Mais des sources palestiniennes ont affirmé que Zurub avait été tué alors qu'il se dirigeait vers une maison palestinienne que l'armée avait évacuée quelques heures plus tôt après l'avoir investie. Dans un autre contexte, il a été rapporté que sept Palestiniens, dont six policiers, avaient été blessés alors que des chars israéliens avaient pénétré en secteur A (secteur sous contrôle de l'Autorité palestinienne) près du camp de réfugiés de Dir El Balah (Gaza), en représailles à des tirs de mortier sur une colonie avoisinante. Les chars ont tiré six obus sur une position stratégique palestinienne et provoqué des dégâts considérables, avant de se retirer. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 24 août)

95. Le 26 août, le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) a affirmé que Hisham Abou Jamas, un des Palestiniens armés lors d'une attaque mortelle lancée contre un poste militaire israélien de la bande de Gaza, avait, en réalité, été capturé, interrogé et assassiné par les FDI. Le FDLP a déclaré que, selon ses agents postés près du lieu ainsi que le troisième homme qui avait survécu et était parvenu à s'enfuir, Jamas avait été blessé pendant l'affrontement. Les soldats auraient arrêté Jamas alors qu'il était blessé à la jambe. « Ils ont essayé de lui extorquer des renseignements, mais je suis convaincu qu'ils n'ont rien obtenu. Alors ils l'ont tué de plusieurs balles dans la tête », a déclaré le chef adjoint du FDLP, Abou Leila. (*Jerusalem Post*, 27 août)

96. Le 27 août, il a été signalé que les FDI avaient tué Mohammed Sharaf, Palestinien de 15 ans, de Jabalia. Des sources militaires israéliennes ont affirmé que le

jeune homme était en train d'escalader la clôture qui entoure la bande de Gaza et qu'il s'apprêtait vraisemblablement à commettre un attentat en Israël. Cependant, certaines sources palestiniennes à Gaza ont affirmé que le jeune homme et ses amis tentaient de franchir la clôture pour trouver du travail en Israël, et d'autres ont indiqué qu'il avait été pris alors qu'il se trouvait près d'un groupe de Palestiniens qui s'apprêtait à tirer des obus de mortier en Israël. Par ailleurs, il a été rapporté qu'un Palestinien de 65 ans avait été très grièvement blessé lorsque les FDI avaient ouvert le feu depuis une position située près de la colonie de Dugit. Khalan Mohammed Zayed, pêcheur, s'était avancé de quelques mètres dans la mer pour lancer son filet. Il a été blessé vers 6 h 30 et immédiatement transporté à l'hôpital de Gaza, où il a été admis à l'unité de soins intensifs. Le même jour, il a été signalé qu'Israël avait attaqué des positions palestiniennes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, en utilisant à la fois des avions de combat et des forces terrestres. Un Palestinien a été tué et 21 autres ont été blessés. Peu après minuit, des forces terrestres israéliennes (chars, véhicules blindés de transport de troupes et bulldozers) provenant de plusieurs directions sont entrées dans la ville de Rafah (bande de Gaza), sur la frontière avec l'Égypte. Elles ont pénétré de plus d'un kilomètre en territoire tenu par l'Autorité palestinienne et y sont restées pendant deux heures environ. Pendant ce temps, elles ont détruit deux barrages routiers situés au nord de la ville et un poste de commandement du Service national palestinien de sécurité. Dans la ville de Gaza, d'autres forces ont également détruit un poste du Service national palestinien de sécurité. Ces opérations se sont accompagnées d'échanges de tirs dans lesquels un officier palestinien a été tué et 10 autres blessés. L'officier décédé était Ala Abou Bakhra, 23 ans, membre du Service national palestinien de sécurité. (*Ha'aretz, Jerusalem Post,* 27 août)

97. Le 27 août, deux missiles tirés depuis des hélicoptères positionnés à haute altitude au-dessus de la Cisjordanie ont tué Mustafa Zabri, 63 ans, chef du Front populaire de libération de la Palestine, qui se trouvait dans son bureau d'El Bireh, banlieue de Ramallah. Mieux connu sous le nom d'Abou Ali Mustafa, il était le plus important des dirigeants palestiniens tués par Israël depuis le début de l'Intifada, près de 11 mois plus tôt. Il était aussi le dirigeant palestinien le plus important tué au cours des nombreuses années de conflit entre Palestiniens et Israéliens. Cet acte a soulevé l'indignation unanime d'une classe politique palestinienne habituellement divisée qui, du Hamas à l'Autorité palestinienne, a condamné cet assassinat, sans parler du FDLP, qui a promis de venger la mort de celui qui avait remplacé George Habash, le fondateur du mouvement. Les missiles ont frappé avec une grande précision en fin de matinée, traversant les fenêtres de l'appartement du 3e étage et atteignant Zabri alors qu'il était au téléphone. La scène s'est déroulée à 200 mètres à peine des bureaux de Yasser Arafat à Ramallah, en Cisjordanie. La pièce a été très endommagée, mais hormis des vitres cassées, le reste du bâtiment, peuplé essentiellement de familles américaines d'origine palestinienne, n'a subi aucun dégât. Il n'y a pas eu d'autres victimes. Dans un déferlement de colère, les Palestiniens sont descendus dans les rues des villes de Cisjordanie, quelques heures après cet assassinat. À Arrabe, village du nord de la Cisjordanie où résidait Zabri, quelque 5 000 personnes ont manifesté. En tête du cortège, des hommes armés tiraient en l'air. Parmi les trois familles américaines d'origine palestinienne qui vivaient dans le bâtiment, la famille al-Quaddumi vivait juste au-dessous du bureau de Zabri. Elle était arrivée de Manassas (Virginie) trois ans plus tôt. Leana al-Quaddumi, 15 ans, a raconté qu'elle faisait la lessive lorsque le missile a frappé. « J'ai senti tout l'immeuble trembler sous mes pieds. J'étais terrorisée. Il y avait du verre partout autour de moi. Je me suis mise à crier et je suis sortie de l'immeuble en courant. » (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 28 août)

98. Il a été signalé que, le 29 août, Khader Jeddua Kanaan, résident palestinien du village de Hizmeh âgé de 26 ans, avait été assassiné, apparemment par des terroristes juifs. Dans la même voiture, deux membres de la famille Kanaan ont été légèrement blessés par les coups de feu. Une organisation juive qui s'est identifiée sous le nom de « Elazar » a revendiqué cette attaque. Par ailleurs, il a été signalé que trois Palestiniens avaient été tués et que plusieurs autres, dont un médecin et un enfant de 8 ans, avaient été blessés au cours de divers incidents survenus en Cisjordanie et à Gaza. Samar Zouarob, 17 ans, et Mouhamed al-Hamrani, 24 ans, ont été tués à Rafah en tout début de matinée. Une unité des FDI a occupé une route située en secteur A, entre Rafah et Khan Younis. Selon des témoins, l'unité aurait installé six nouvelles positions surveillées par des chars. Des résidents de Rafah ont déclaré que les chars avaient ouvert le feu sur les Palestiniens sur la route, en direction de Khan

Younis, obligeant les conducteurs à faire demi-tour. Zouarob a été tué pendant la nuit par des tirs israéliens dirigés contre le bloc O, quartier situé près de la frontière avec l'Égypte. Al-Hamrani a été tué alors qu'il rejoignait des Palestiniens armés qui tentaient de s'opposer à l'avancée des chars israéliens dans le secteur. Au cours d'un autre incident, Imad Hazaza, 19 ans, du village de Paron, au sud de Tulkarem, a été tué le précédent mardi en fin de soirée. Les membres de sa famille ont rapporté qu'au moment où l'incident s'était produit, la famille se trouvait sous une tente, dans ses champs, près d'un enclos où elle faisait paître ses moutons et son bétail. Lors d'un troisième incident survenu la veille, 20 Palestiniens, dont un médecin de 56 ans, un garçon de 8 ans, une jeune fille de 18 ans et un homme de 30 ans, ont été blessés par des tirs des FDI, de même que plusieurs enfants qui se trouvaient dans un autobus pris dans une fusillade entre des soldats israéliens et des Palestiniens. (*Ha'aretz,* 30 août)

99. Le 30 août, deux Palestiniens, dont un médecin de 47 ans, ont été tués et 23 autres, dont un garçon de 4 ans, ont été blessés au cours d'incidents séparés à Gaza et en Cisjordanie. À Hébron, le docteur Moussa Safi Kidmat a été tué durant de violents combats qui opposaient des Palestiniens aux militaires israéliens. Selon certaines informations, il aurait été tué alors qu'il soignait un blessé. Selon d'autres informations, il ne faisait que se diriger vers sa maison lorsqu'il a été tué. Les combats auraient éclaté dans la ville peu après 13 heures, apparemment au moment des obsèques d'un membre de la Force 17, âgé de 32 ans, abattu la veille au soir dans sa voiture, loin de toute zone d'affrontement connue. Selon des sources palestiniennes et israéliennes, les combats, sporadiques mais violents, n'auraient pris fin qu'aux environs de 17 heures. Des sources palestiniennes officielles ont indiqué qu'à un moment donné, des chars israéliens étaient entrés en secteur palestinien, mais selon d'autres sources, les chars auraient fait mouvement pour entrer en secteur palestinien avant de se heurter à l'opposition des Palestiniens. Au moins 15 Palestiniens ont été blessés lors de cet affrontement. Parmi les blessés figurait Nidal al-Amsi, 8 ans, grièvement atteint par une balle à la poitrine. Des sources palestiniennes ont rapporté que des soldats israéliens déguisés en Arabes avaient pénétré dans le camp de réfugiés de Nour a-Sham, près de Tulkarem, et avaient ouvert le feu sur Banwar Alian, activiste du jihad islamique, et sur un autre homme qui se trouvait dans la voiture d'Alian. Les deux hommes ont été blessés. Apprenant la présence, dans le camp, de soldats infiltrés, une foule s'est lancée à la poursuite de la voiture des soldats. Un hélicoptère a alors ouvert le feu pour empêcher la foule d'arrêter le véhicule. Cinq personnes ont été blessées. À Gaza, Omar Saduri, 4 ans, de Kountar, a été grièvement blessé à l'abdomen par une balle tirée par les FDI au cours d'une fusillade avec des Palestiniens. (*Ha'aretz,* 31 août)

5. Projet de loi exonérant les personnes de l'obligation de réparation

100. Le 24 juillet, il a été rapporté que les responsables de la défense avaient décidé de ne verser aucune indemnité à la famille d'un jeune Palestinien de 12 ans, Muhammed al-Durra, qui avait été tué à Gaza au début de l'Intifada et était devenu un symbole de la révolte actuelle, ni aux familles d'autres personnes victimes des opérations menées par Israël pendant les hostilités. La raison invoquée par Israël est que ces personnes sont des victimes de guerre et que l'article 5 de la loi sur les dommages dispose expressément que « l'État n'est pas responsable des dommages résultant d'actions menées par les FDI pendant des opérations de guerre ». Mme Ruth Bar, chef du service des demandes d'indemnité au Ministère de la défense, a déclaré que si les tribunaux israéliens décidaient néanmoins qu'Israël devait dédommager les Palestiniens blessés au cours des hostilités, le Ministère de la défense « respecterait évidemment cette décision ». La position de l'État était conforme au droit international, a-t-elle ajouté, notant que le droit international reconnaissait que l'État n'était pas coupable des dommages causés en temps de guerre. Elle a fait observer que dans certains cas, le Ministère pouvait toutefois décider de fournir une assistance humanitaire, « sans que cela puisse avoir une incidence » sur les décisions concernant les autres cas. « Jusqu'à présent, nous n'avons pas suivi cette voie », a-t-elle ajouté. La décision des responsables de la défense signifie que les Palestiniens victimes d'attaques de miliciens ne seraient probablement pas indemnisés non plus. À la question de savoir si Israël craignait que son image ne souffre de la décision de ne pas dédommager la famille al-Durra et les familles des autres enfants tués pendant les troubles, Mme Bar a répondu qu'« en temps de guerre, des innocents sont frappés des deux côtés. Si un bébé palestinien a été tué, Shalhevet Pass l'a été, elle aussi, à Hébron, et les Palestiniens n'ont pas dédommagé sa famille ». À ce jour, les Palestiniens ont déposé quelque 450 demandes

d'indemnisation pour les dommages subis dans leur intégrité physique et dans leurs biens, soit une cinquantaine par mois. La plupart des demandeurs habitent à Gaza, où un groupe de défense des droits de l'homme s'est établi au début de l'Intifada et a incité les gens à déposer des demandes d'indemnisation. À ce jour, les sommes réclamées représentent des centaines de millions de shekels. À la question de savoir pourquoi l'État avait indemnisé les victimes des opérations de l'armée israélienne pendant la première Intifada, Mme Bar a répondu que la première Intifada « était une révolte civile à laquelle ne participaient pas des miliciens en uniforme portant des signes de souveraineté ». Par ailleurs, un juge du tribunal de district d'Haïfa a estimé que la demande de réparation, par allocation d'une somme de 4,5 millions de nouveaux shekels, déposée par un homme pour couvrir le dommage subi par les biens qu'il possède dans le village de Beit Jala serait probablement rejetée par le tribunal. Le demandeur, Jacob Casey, estime que le 27 octobre, la « négligence » dont les FDI ont fait preuve en ripostant aux tirs sur Gilo provenant de Beit Jala avait entraîné la destruction d'une maison de trois étages, des cinq appartements qu'elle comptait et de tout ce qui se trouvait à l'intérieur. Il a réclamé une indemnité de 4,5 millions de nouveaux shekels et a demandé au tribunal de ne pas lui faire payer les frais de justice. Estimant que le demandeur doit payer lesdits frais « s'il veut prendre le risque de faire valoir ses droits », le juge a déclaré : « Je doute que le plaignant soit en mesure de prouver que l'État devait appliquer le principe de prudence dans les circonstances décrites dans sa demande ». (*Ha'aretz,* 24 juillet)

II. Situation des droits de l'homme dans le Golan syrien occupé

101. Il a été rapporté que le 24 juin le Ministère du logement avait commencé à mettre en vente des terres en vue de la création d'une nouvelle colonie appelée Metzuk Orvim dans la partie nord des hauteurs du Golan. L'appel d'offres concernait la construction de 100 logements et de 200 bungalows de vacances. Le député Mossy Raz a dit que ce serait la première colonie construite sur les hauteurs du Golan depuis 10 ans. L'appel d'offres est paru dans les journaux du week-end. Toutefois, le porte-parole du Ministère du logement a déclaré que les terres allaient être affectées à la création d'un nouveau quartier, dans le cadre de l'extension d'une colonie existante, et non à la création d'une nouvelle colonie. « La création d'une nouvelle colonie n'est possible que sur décision du Conseil des ministres », a-t-il fait remarquer. M. Raz a insisté sur le fait que l'appel d'offres visait l'établissement d'une nouvelle colonie, qui selon lui « est totalement superflue et n'aura d'autre effet que de rendre les choses plus compliquées lorsque viendrait le moment de conclure un accord avec la Syrie ». (*Jerusalem Post*, 25 juin)

III. Autres

102. Le 1er mai, on a appris que depuis la signature des accords d'Oslo, la formule « croissance naturelle des colonies » avait donné à tous les gouvernements israéliens une marge de manoeuvre en ce qui concerne le nombre annuel de nouvelles constructions le long de la Ligne verte, conformément à une politique donnée exécutée dans un délai donné. Contrairement à la formule « accroissement naturel », qui était une notion statistique admise impliquant le nombre de naissances moins le nombre de décès – l'accroissement naturel de la population juive en Judée, en Samarie et à Gaza était de 3,4 % – la formule « croissance naturelle » était beaucoup plus souple. Selon au moins une interprétation, elle pourrait également couvrir la demande sur le marché du logement dans une région donnée. Feu le Premier Ministre Itzhak Rabin avait utilisé cette formule pour construire des milliers de logements dans l'agglomération de Jérusalem : Ma'aleh, Adumim, Beitar Ilit, Givat Ze'ev et Gush Etzion. Rabin voulait inclure l'agglomération de Jérusalem dans les frontières permanentes de l'État d'Israël et s'était employé à accroître la population dans cette zone. Benyamin Nétanyahou avait également utilisé la souplesse de la formule pour augmenter le nombre de nouvelles constructions de 100 % en 1998, le faisant passer à 4 210, chiffre le plus élevé enregistré au cours de ces dernières années, à l'exception du passage de Sharon au Ministère du logement (1991-1992), période au cours de laquelle quelque 14 000 logements avaient été construits en Judée, en Samarie et à Gaza. En vertu de la formule générale « croissance naturelle », de nombreux nouveaux quartiers avaient été construits dans les quartiers existants, ainsi que des douzaines d'avant-postes. Barak a lui aussi trouvé que la notion de « croissance naturelle » était commode, en particulier lorsqu'il avait encore besoin du Parti

national religieux dans sa coalition. En 2000, Barak avait commencé la construction de quelque 2 500 logements en Judée, en Samarie et à Gaza, comme l'avait fait Nétanyahou l'année précédente. Les chiffres pour Sharon ne sont pas encore disponibles mais deux appels d'offres qui ont déjà été lancés ont promis de construire 712 logements à Ma'aleh Ephraim et Ma'aleh Adumim. Au cours du mandat de Barak en tant que Premier Ministre, des appels d'offres pour la construction de 3 575 logements avaient été lancés, dont 2 600 dans l'agglomération de Jérusalem. La croissance annuelle des constructions a été d'environ 8 % en Judée, en Samarie et à Gaza, et est tombée récemment à 7 %, soit le double de l'accroissement naturel de la population. Selon le mouvement La paix maintenant, la construction des colonies pourrait être gelée pendant au moins quatre ans parce qu'il y avait assez de logements disponibles pour faire face à la demande de l'accroissement naturel ainsi qu'aux besoins de croissance découlant de l'évolution du marché. Cette demande a fortement baissé depuis le début de l'Intifada actuelle, un fait qui n'a pas été nié par le Conseil des colonies juives en Judée, en Samarie et à Gaza. (*Ha'aretz*, 1er mai)

103. Le 31 mai, on a appris que, dans son rapport le plus récent sur les droits de l'homme en Israël et l'Autorité palestinienne, Amnesty International a présenté une description cinglante des violations aussi bien contre les Israéliens que contre les Palestiniens et les étrangers. En ce qui concerne Israël, l'essentiel du rapport a porté sur le comportement des forces de sécurité israéliennes vis-à-vis des Palestiniens, depuis le lancement de l'Intifada Al-Aqsa le 29 septembre 2000. Amnesty a accusé les forces de sécurité israéliennes d'avoir tué au moins 300 Palestiniens et d'en avoir blessé plus de 10 000, dont la plupart étaient des manifestants qui lançaient des pierres et utilisaient des lance-pierres. Au moins 100 des Palestiniens tués étaient âgés de moins de 18 ans. Amnesty a accusé les FDI, la police israélienne, la police des frontières et diverses unités spéciales de recours excessif à la force meurtrière, notamment d'avoir utilisé des projectiles à grande vélocité, des balles métalliques enrobées de caoutchouc et des munitions réelles. Le rapport a également fait état des cas de Palestiniens qui avaient été assassinés sans avoir eu droit à un procès. Selon le rapport, les forces aériennes et navales israéliennes avaient largement eu recours à des armes lourdes, notamment des roquettes, des hélicoptères et des bateaux, pour tirer à l'aveuglette sur des zones à partir desquelles des Palestiniens armés avaient ouvert le feu. Au cours de la même période, plus de 2 000 personnes, pour la plupart des Palestiniens, ont été arrêtées pour violence à motivation politique. Nombre des personnes arrêtées étaient des mineurs qui ont été inculpés pour avoir lancé des pierres. Selon Amnesty, les arrestations étaient effectuées la nuit, par de larges unités. Certains de ceux qui ont été arrêtés se sont plaints d'avoir été battus au moment de l'arrestation. Les Palestiniens vivant à Jérusalem-Est qui avaient des cartes d'identité israéliennes et le statut de résident qui ont été arrêtés pendant l'Intifada se sont plaints qu'on les ait inculpés en vertu de l'ordonnance militaire 378, qui était autrefois appliquée uniquement aux Palestiniens des territoires. Amnesty a fait valoir dans son rapport que dans de nombreux cas, les prisonniers palestiniens étaient isolés du monde extérieur pour des périodes pouvant aller de 20 à 90 jours. Nombre de ceux qui ont été emprisonnés se sont plaints d'avoir été battus par le personnel de sécurité israélien qui, dans la plupart des cas, bénéficiait d'une totale immunité. Selon le rapport, des centaines de Palestiniens ont été jugés par des tribunaux militaires et n'ont pas bénéficié d'un jugement équitable et conforme aux normes admises sur le plan international. (*Ha'aretz*, 31 mai)

104. Le 2 juillet, les propos tenus par le Ministre du tourisme, Rehavam Ze'evi (Union nationale) au sujet des Palestiniens travaillant et vivant illégalement en Israël qu'il a qualifiés de vermine et de « cancer » ont provoqué de violentes réactions. S'exprimant à la radio de l'armée, Ze'evi a déclaré qu'environ 180 000 Palestiniens vivaient illégalement en Israël. « Ils sont venus ici et cherchent à devenir des citoyens car ils veulent bénéficier de la sécurité sociale et de l'aide sociale » a-t-il ajouté. « Nous devons nous débarrasser de ceux qui ne sont pas citoyens israéliens de la même manière qu'on se débarrasse des poux. Nous devons empêcher ce cancer de se propager parmi nous. » (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 3 juillet)

105. Le 2 juillet, il a été rapporté que les représentants de 905 enfants palestiniens de Jérusalem-Est avaient saisi la Haute Cour de justice en vue de faire admettre ces enfants dans les écoles publiques de la ville pour la prochaine rentrée scolaire en septembre. Il s'agissait du deuxième recours de ce type formé depuis la mi-mai. La dernière demande concernait 26 enfants qui voulaient obliger la ville à les inscrire dans des écoles publiques. Les 905 enfants susmentionnés appartiennent à un groupe d'environ 1 600 enfants de

Jérusalem-Est qui ont été placés sur des listes d'attente en vue de leur inscription dans des écoles publiques, depuis le jardin d'enfants jusqu'à la douzième année. Les demandeurs accusent aussi la municipalité et le Ministère de l'éducation de ne pas appliquer toutes les dispositions d'une décision de justice rendue l'année précédente et demande notamment l'élaboration d'un plan visant à résoudre le problème du surpeuplement des écoles arabes de la ville. À la suite de cette décision, la plupart des enfants qui avaient demandé à être admis au jardin d'enfants ou en première année ont été acceptés dans des écoles publiques mais des milliers d'enfants d'autres années souhaiteraient aussi être transférés. Un représentant des demandeurs a dit que la ville consacrait seulement 7 % de son budget d'éducation au secteur arabe bien que les Arabes représentent 33 % de la population. Il a fait observer qu'à Sur Baher il y avait environ 11 000 élèves mais pas une seule école publique de filles. « La pénurie d'écoles publiques équivaut à une discrimination injustifiée », a-t-il déclaré. D'après Bardin, on estime à 20 000 le nombre d'enfants de Jérusalem-Est qui fréquentent des écoles privées où les frais de scolarité s'élèvent au moins à 1 000 dollars par an et par enfant. Pas moins de 15 000 de ces enfants préféreraient être inscrits dans des écoles publiques mais ne le peuvent faute de place. D'après Joseph Alalu, un conseiller municipal du parti Meretz, on estime à 4 à 5 000 le nombre d'enfants arabes âgés de 5 à 18 ans qui, faute de moyens, ne sont pas du tout scolarisés. Le porte-parole de la municipalité, Hagai Elias, a déclaré « qu'il n'y avait pas de raison de déposer une demande supplémentaire » puisqu'il avait été décidé plusieurs mois auparavant de créer une commission chargée d'examiner la possibilité d'admettre davantage d'élèves de Jérusalem-Est dans le système scolaire. Elias a déclaré que la ville examinait actuellement 1 600 demandes d'élèves de l'enseignement privé souhaitant être transférés dans des écoles publiques. Il a ajouté que « renforcer le système scolaire officiel de la ville dans la partie orientale de la ville ne peut se faire que progressivement ». (*Jerusalem Post*, 2 juillet)

106. Le 27 juillet, il a été rapporté que d'après Reporters sans frontières 31 journalistes avaient été blessés en Cisjordanie et à Gaza depuis le début de l'Intifada l'automne précédent. Par ailleurs, la veille, l'Institut international de la presse a indiqué avoir recensé 102 violations de la liberté de la presse depuis le début du conflit. Reporters sans frontières a affirmé que presque tous les journalistes blessés l'avaient été par les forces israéliennes et a recensé 40 incidents distincts au cours desquels 30 journalistes, dont 21 Palestiniens, 7 Français et 2 Américains, avaient été attaqués ou blessés, certains plusieurs fois. Robert Manard, le directeur de cette organisation basée en France, estimait difficile de déterminer si les journalistes avaient été délibérément visés mais il a constaté que dans la plupart des cas ils étaient facilement identifiables comme journalistes. Il a réfuté l'affirmation du porte-parole des FDI selon laquelle les journalistes avaient été blessés alors qu'ils se trouvaient parmi des manifestants palestiniens, en précisant que dans de nombreux cas, les journalistes avaient été touchés alors qu'ils se tenaient à l'écart des manifestants. Le directeur de l'Office de presse du Gouvernement, Danny Seaman, a, au nom du Gouvernement, présenté ses excuses aux journalistes blessés, quelles que soient les circonstances dans lesquelles ils l'avaient été. Il a affirmé que pour améliorer la situation, on avait montré aux soldats une vidéo expliquant l'importance de la presse et qu'un formulaire spécial avait été établi à l'intention des journalistes souhaitant se plaindre de l'attitude des soldats à leur égard. D'après le rapport de l'Institut international de la presse, sur les 102 violations de la liberté de la presse recensées, 87 % « ont été commises par des Israéliens – dont 76 % par les autorités, notamment les FDI, 10 % par des colons israéliens et 1 % conjointement par les autorités et les colons –, les 13 % restants étant imputables aux Palestiniens ». D'après ce même rapport, le décès de deux journalistes palestiniens figure parmi les 102 violations recensées. Dans son rapport, l'Institut international de la presse « recommande que la justice israélienne enquête sur les violations de la liberté de la presse commises par les autorités israéliennes et que les résultats de cette enquête soient rendus publics ». Il demande aussi aux Palestiniens de mettre un terme à ce qu'il appelle « la détention arbitraire et l'intimidation de journalistes » et de « ne pas fermer ou censurer les organes de presse ». (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 27 juillet)

107. Le 3 août, il a été signalé que 30 défenseurs des droits de l'homme venus d'Israël, d'Europe et d'Amérique étaient arrivés à Beit Jala en compagnie de familles palestiniennes pour servir de « bouclier humain » contre les violents tirs déclenchés par Israël sur le village depuis Gilo. Les FDI ont indiqué qu'elles faisaient tout pour les localiser avec précision, craignant que le fait de blesser ou tuer un d'entre eux ne provoque un incident international. Le groupe,

baptisé « Mouvement international de solidarité », a indiqué qu'il s'était fixé pour mission de protéger les Palestiniens innocents du village lorsque les FDI déclencheraient des tirs d'artillerie et de missiles en représailles aux coups de feu des tireurs palestiniens. Plusieurs Palestiniens et un médecin allemand ont été tués et des dizaines d'autres personnes ont été blessées à Beit Jala lors des représailles israéliennes aux tirs palestiniens sur Gilo. Sur les 30 militants, deux au moins sont des Israéliennes et le groupe a précisé que d'autres militants étaient attendus prochainement. Neta Golan, qui vit dans le village depuis plusieurs semaines, a déclaré au quotidien *Ha'aretz* que les militants vivaient avec des familles palestiniennes dans des maisons qui avaient déjà été la cible de tirs d'obus. « J'habite avec une famille dans laquelle un garçon de 5 ans a perdu une main à cause des tirs israéliens il y a quelques semaines. Mercredi soir, des obus sont tombés sur le bâtiment. » Un autre activiste est sorti d'une maison avec la famille juste avant qu'un missile ne vienne s'écraser sur le bâtiment. Neta Golan a déclaré : « Nous ne sommes pas naïfs au point de croire que nous pourrons empêcher les tirs, mais nous espérons attirer l'attention internationale sur cette situation. Il est évident que l'armée serait bien plus embarrassée d'atteindre l'un d'entre nous que des Palestiniens innocents. » Elle a indiqué qu'elle avait repéré des Palestiniens en train de tirer en direction de Gilo. Pour leur part, les FDI ont indiqué qu'elles avaient repéré trois des femmes membres du groupe dans une maison qui avait déjà servi de base aux tireurs palestiniens. Golan a reconnu que les femmes se trouvaient bien dans la maison en question, mais pas à un moment où des tirs en étaient partis. « Nous ne sommes pas là pour couvrir les tireurs palestiniens », a-t-elle déclaré, « mais pour les civils victimes des tirs israéliens ». Elle a déclaré que la plupart des tirs palestiniens étaient inefficaces et a qualifié d'« exagérées » les ripostes israéliennes. Elle a ajouté qu'à aucun moment les FDI ne l'avaient contactée pour savoir où elle-même et les autres membres du groupe se trouvaient. Des sources militaires ont déclaré que l'armée était consciente de la présence des membres du groupe à Beit Jala et qu'elle faisait le maximum pour les épargner. Elles ont précisé que les pourparlers engagés avec les officiers palestiniens pour faire cesser les tirs depuis Beit Jala avaient échoué dans la semaine, après l'attaque à l'hélicoptère contre les bureaux du Hamas à Naplouse. (*Ha'aretz*, 3 août)

108. Le 12 août, il a été signalé que le siège de l'OLP à Jérusalem-Est, la Maison de l'Orient, avait été le théâtre de violents affrontements pendant tout le week-end, après que la police israélienne eut occupé et fermé le bâtiment, le vendredi en début de matinée. Des dizaines de manifestants palestiniens et d'activistes de gauche – européens pour la plupart – ont été repoussés sans ménagement par la police, alors qu'ils tentaient de s'approcher de l'édifice. Douze manifestants ont été arrêtés. Shlomo Aharonishki, chef de la police nationale, a déclaré que la police se basait sur l'hypothèse que la Maison de l'Orient ne réouvrirait pas. Mickey Levy, chef de la police de Jérusalem, a affirmé que le député Mohammed Barakeh (Hadash) et la porte-parole de la Ligue des États arabes, Hanan Ashrawi, étaient venus haranguer les manifestants. Pendant les affrontements entre les manifestants et la police, Levy lui-même a été filmé en train de donner des coups de poing dans le ventre d'une manifestante palestinienne agrippée à sa chemise, en lui disant de le laisser tranquille. Les affrontements entre la police et les manifestants ont éclaté en début de matinée, quelques heures après que la police eut occupé le bâtiment. Les activistes palestiniens et les autres manifestants qui tentaient de forcer les barricades érigées par la police ont été refoulés avec une brutalité qualifiée d'excessive par les témoins. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 12 août)

109. Le 29 août, les Palestiniens ont affirmé qu'à Beit Jala, des soldats israéliens avaient investi une maison abritant une famille de 20 personnes et qu'ils se servaient de ces personnes comme d'un bouclier humain contre les tirs provenant du camp de réfugiés d'Ayida. Les secteurs occupés par les FDI sont restés totalement bouclés. Selon les habitants, une dizaine de soldats étaient encore postés dans la maison de Mahmud al Masiyah et de sa famille. Les résidents du camp de réfugiés ont affirmé que les membres de la famille, un vingtaine de personnes, étaient maintenus captifs dans leur propre maison. La famille était, semble-t-il, consignée dans les étages inférieurs de l'édifice où elle était gardée en otage et utilisée comme bouclier humain par les militaires des FDI, qui se protégeaient ainsi contre les tirs palestiniens. (*Ha'aretz*, 30 avril)